

2020

CORRIGÉ

HGGMC

CONCOURS
ECRICOME
PREPA

VOIE ECONOMIQUE ET
COMMERCIALE

VOIE SCIENTIFIQUE

SOMMAIRE

ESPRIT DE L'ÉPREUVE	PAGE 2
REMARQUE DES CORRECTEURS SUJET 1	PAGE 3
REMARQUE DES CORRECTEURS SUJET 2	PAGE 6
PROPOSITION DE CORRIGE – SUJET N° 1	PAGE 10
PROPOSITION DE CORRIGE – SUJET N° 2	PAGE 24
COMMENTAIRE DE CARTE	PAGE 43

ESPRIT DE L'ÉPREUVE

● ESPRIT GÉNÉRAL

Au fil des années l'épreuve de géopolitique aux concours ECRICOME s'est bâtie autour d'une originalité désormais installée :

- 1. Le choix de 2 sujets** qui doivent permettre d'offrir au candidat un sujet assez généraliste (souvent articulé sur les programmes de première et deuxième années) et/ou un sujet souvent plus régionalisé au cœur des grands enjeux géopolitiques contemporains. Une question ou le sens donné par le libellé du sujet invitent à une approche personnelle d'un des grands débats de géoéconomie et de géopolitique au programme.
- 2. Le choix d'un sujet associé à une carte à commenter**, chaque exercice étant noté séparément (15 pour le devoir et 5 pour la carte).
- 3. La volonté de promouvoir la carte commentée** (en lieu et place de la carte de synthèse) sur laquelle les candidats vont exercer leur sagacité, témoigner de leur capacité à aller à l'essentiel, valoriser leur sens critique et affirmer leur aptitude à dégager la portée d'un document. L'exercice désormais rodé au bout de 5 ans donne d'excellents résultats dans la sélection des copies.
- 4. En 4 heures le jury s'attend donc :**
 - À une copie qui montre mais surtout démontre.
 - À un raisonnement qui hiérarchise les faits, relativisent les données brutes, compare et pondère des jugements souvent proches de clichés (les dégâts du journalistique).
 - À un devoir où les exemples sont choisis, synthétisés et actualisés, évitent le récitatif de cours et sont mis en perspective.
 - À une rédaction qui accepte un contrat initial : 30 fautes notation sur 10 et non sur 15 du devoir.
 - À la mobilisation de toutes les composantes de la matière c'est-à-dire une dimension historique, spatiale géopolitique et économique.
 - À une utilisation personnelle de la chronologie (lorsqu'elle figure dans l'énoncé du sujet) sans la paraphraser, sans l'intégrer forcément dans sa totalité, sans oublier de la compléter, ni de dégager les points sur lesquels la chronologie dans ses choix de dates voulait attirer l'attention du candidat.

Finalement cette épreuve est un des filtres que les Écoles de la Banque ECRICOME utilisent pour sélectionner des candidats opérationnels, pragmatiques, clairs, en phase avec l'actualité, cultivés, synthétiques, et en tout état de cause capables de distinguer l'utile du futile et d'être réactifs...

REMARQUES DES CORRECTEURS

- **Sujet 1 : L'influence de la France en Europe : Héritages et mutations Contemporaines**

POUR RAPPEL

Les 10 points à favoriser.

1° Il ne s'agit pas d'un énième sujet sur la place de la France en Europe, sur la France et la construction européenne mais d'un sujet sur l'influence française dans son évolution. **On valorisera donc le candidat qui saura par un cadre chronologique plus ou moins verrouillé montrer les inflexions** : une Europe à la Française ? Une Europe de la résurrection ou subie ? Une Europe pensée au travers du couple franco-allemand ? Une Europe reconvoquée ? On ne sanctionnera pas et même on valorisera les étudiants qui auraient pris le sens large de Europe) et pas seulement construction européenne qui cependant aura la plus large place. Sans être cloué au pilori les plans thématiques influencent politique de la France qui peine à se maintenir, influence économique en déclin et influence culturelle qui résiste seront à surveiller...

2° On bonifiera les copies qui mobilisent les traités de l'Élysée ou d'Aix La Chapelle pour évoquer le continuum de la relation franco-allemande et s'interroger sur **y a-t-il une influence française sans le partenaire allemand ?**

3° On n'hésitera pas à booster des copies qui ont bien compris que de l'arrogance la France est passée à la méfiance et l'ambiguïté et que le retour à l'Europe est peut-être plus une thérapie face au déclin relatif qu'un credo assumé.

4° Les mécanos industriels franco européens les coopérations d'excellence sont les bienvenus (airbus, Ariane, espace) mais aussi les désillusions (Schneider Legrand, Fiat Renault, Alstom Siemens).

5° On peut apprécier les candidats qui analyseront **les dossiers de la discorde en fonction des présidences ou des conjonctures**, déficits, néolibéralisme, migrants, nucléaire, interventions extérieures, opérations portées par la France comme au Sahel (Serval Barkhane) ou cavaliers seuls de la France (Sangaris ou Libye même avec le RU).

6° Sans être paraphrasée **la chronologie** était assez fournie pour que les candidats appréhendent des sujets culturels (Arte) économiques (refus de concentration) par la commission européenne, de politique étrangère (accords de Minsk) institutionnels (référendum sur la constitution européenne ou composition du Parlement avec 23 représentants du Front National en 2019). La capacité à mobiliser tous les champs de l'analyse doit être un bonus.

7° Même si la chronologie n'y faisait pas allusion les **événements de 2020 clés d'une volonté de sursaut européen** paraissaient stratégiques dans le sujet avec une France qui a autant besoin de l'Europe que l'Europe n'en a besoin : crise sanitaire, crise financière, défis régaliens (terrorisme sécurité à l'Est et au Sud) révision des schémas budgétaires, critique de l'Otan « en état de mort

cérébrale » pour relancer une Europe de la défense, nouvelles priorités industrielles stratégiques européennes (batteries ou médicaments) ou à l'emploi national (réduction des travailleurs détachés) mutualisation des dettes... En quelques mois des idées françaises sont passées de projets à des débats a minima.

8° Que dire aussi sur la tonalité générale de la copie : tout catastrophisme journalistique, tout optimisme béat sont bien sûr à critiquer. Le candidat devra trouver une voie médiane, celle d'une Europe plus mauvaise des solutions... à l'exclusion de toutes les autres. S'il décrit un Frexit salvateur, il devra donner des arguments et ne pas se contenter d'incantations. Clin d'œil à l'énoncé du sujet ESSEC 2020 ESH : le modèle français est-il à bout de souffle ?

9° Quelques **citations** sont les bienvenues mais on saura gré au candidats qui n'ont pas que pillé les « sentences » de H Védrine ou ceux qui ont mobilisé Braudel : ex « *la seule solution d'une certaine grandeurs française c'est de faire l'Europe* '1985)

10° Sans aller jusqu'à convoquer l'indice de Penrose- Banzhaf qui indique la probabilité du nombre de victoire de coalitions impliquant la France (de la conception d'un projet à son approbation) on sera attentif à valoriser les candidats qui ne se contentent pas d'un discours creux, de poncifs journalistiques mais sont capables vraiment de décrire les priorités françaises pour l'Europe et les domaines dans lesquels elle a réellement montré sa force de conviction et de projet.

Le sujet 1 : L'influence de la France en Europe : héritages et mutations contemporaines a été mieux traité et plus discriminant notamment en évaluant la qualité et la pondération d'une 3^e partie sur la France dans sa relation avec l'UE la densité historique de l'argumentation (la chronologie abondante n'étant pas sans intérêt !)

- **Attention toutefois : la présentation de l'histoire de la construction européenne** (une partie seulement du sujet ! est souvent une épopée relevant pour un correcteur Y L G) « plus de la légende dorée de Jacques de Voragine » archevêque de Gênes au XXIII^e siècle que des ouvrages nuances de Sylvain Kahn ou Gérard Bossuat (au cœur du sujet avec son ouvrage « les fondateurs de l'Europe »)
- **Attention : l'unanimité était à éviter** car de C. de Gaulle à A. Briand en passant par J. Delors et S. Veil la conception de l'Europe était loin d'être unique. Paradoxalement, les contentieux France Europe sont vécus dans les copies comme des freins et pas des réorientations possibles de la construction européenne, la chaise vide serait ainsi un recul de l'influence française... alors qu'elle imprime l'un des axes de sa destinée de l'Europe où fédéralisme et fusion des États nations sont des extrémités rejetées. Très modelés par l'information univoque reçue, les candidats n'imaginent pas une pluralité des visions de l'Europe qui détermine un type d'influence. Dire comme F. Mitterrand « l'Europe sera sociale ou en sera pas » ou faire référence à l'Europe puissance comme VGE ne conduisent pas aux mêmes trajectoires. R. Schuman ne défend pas la même Europe que Fouchet peu connu des candidats et pourtant c'est dans leur opposition que naît l'originalité des positions de la France.

➤ **Le plan n'a pas échappé aux stéréotypes :**

1° une France influente avec une analyse historique souvent en peine de cibler les modalités d'influence sur l'Europe.

2° le recul de l'influence française partie identifiée au seul déclin économique dans le meilleur des cas. Et une 3^e partie soit consacrée au réveil européen sous l'impulsion de E Macron soit des « Y'a qu'à » incantatoires, coupés-collés de réflexions sur ce que devrait être le projet européen. Reconnaissons que le plan le plus fréquemment rencontré est à l'époque (INFLUENCE) maintenant (remise en question) et à l'avenir (qui se réinvente)... Même si le crédo dans la France et l'exceptionnalisme français narcissiquement peuvent être flatteur, peut-on raisonnablement installer comme par magie la France comme alternative au capitalisme néolibéral, comme championne du développement durable ou comme terre d'accueil face à la misère du monde ? On peut au moins en débattre .et opter pour une France gardienne d'un idéal peut être dans le prolongement du discours de D. de Villepin de 2003 à l'assemblée générale de l'ONU (discours qui n'est pas, loin de là, resté inaperçu des candidats !)

➤ **« Influence et puissance » ont été confondues parce que mal définies.** L'influence s'est souvent limitée à la gastronomie et à la nostalgie de quelques champions nationaux devenus firmes à marque mondiale. Le mot influence évoquait pourtant l'audience, le poids la place, la fonction, le rang mais aussi et surtout la perception, la représentation d'une puissance – repère (L. Fabius) ou d'une puissance d'organisation (J-P. Chevènement). On saisit rapidement que les candidats ont enjambé le mot influence quand on ne trouve trace de concepts comme messianisme, modèle, french touch, effet vitrine, diplomatie écologique voire « *pen holder* » ... La dimension culturelle a été souvent évacuée L'Europe est abusivement réduite à la construction européenne et débarrassée de l'occident kidnappé, l'Est ... « *héritages* » devient synonyme de passé et toute référence chronologique devient... un héritage hélas sans fondement.

Quant au cadre géographique, l'Europe, il a été limité aux acteurs de la construction européenne. Seules les meilleures copies ont évoqué les Balkans, la Russie où héritages et influence française sont d'actualité pour débattre de la pause des élargissements ou de nouveaux partenariats avec la Russie.

➤ **Les lectures des sujets sont trop stato centrées** Etat / présidents sont les seuls acteurs mais la diversité des approches ne vient-elle pas des catégories d'âge, des catégories sociales, des régions suivant leur proximité des axes de développement européen et leur passé.

A lire les copies pour les 3/4 si ce n'est plus des candidats la France est européiste, fédéraliste, et seulement préoccupée d'être un moteur essoufflé ou pas de la construction européenne ...

➤ **La dimension historique a dû gêner les candidats** certains ont cru bon remonter à Charlemagne ou Clovis pour bien cerner les héritages mais à vrai dire sans en tirer quoi que ce soit pour le lien avec l'Europe. L'Entre-deux-guerres dans ces longs développements historiques est sacrifié Briand fait partie des incontournables mais sans connaître son projet de pax européenne et l'Europe allemande cautionnée par la collaboration française n'aura jamais droit de cité. Bien sûr, dans cette analyse, il a été vain de chercher des candidats qui puissent oser montrer que des « collabos de la nouvelle Europe » ont pu rêver d'une certaine construction européenne dans l'aliénation et la soumission (

REMARQUES DES CORRECTEURS

- **Sujet 2 : La Recherche et les Nouvelles Technologies introduisent-elles de nouveaux rapports de force mondiaux ?**

POUR RAPPEL

10 éléments à valoriser dans la correction

1° Ceux qui auront mobilisé un **vocabulaire précis** (innovation et pas seulement invention) système technique, wintélisme, hub technologique, Division internationale des processus productifs DIPP, complexe militaro industriel, chaîne de production, fracture numérique...

2° Ceux qui n'auront pas oublié de décrire le capitalisme à l'amont de cet essor des technologies nouvelles venture capital risque team working Nasdaq

3° **Ceux qui n'auront pas sinisé à l'extrême la copie** en n'oubliant pas d'autres pays émergents (Inde, Brésil) des NPIA comme Singapour ou Taïwan) et des PDEM performants (EU, Japon sans oublier Israël) avec un relatif respect de la chronologie

4° **Ceux qui n'ont pas limité leur copie au basculement asiatique** et ont pu apprécier par ex le rôle des Nouvelles technologies en Afrique (santé, enseignement, stabilité, internationalisation) liée au NTIC

5° **Ceux qui auront parlé en termes de marchés de consommation et de moyennisation des classes sociales** rendant plus nécessaire l'apport des NTIC

6° **Ceux qui auront diversifié l'analyse des conflits** sans les réduire à Huawei ou Apple Samsung

7° **Ceux qui auront décrit le rôle des FMN** impliquées et n'en sont pas restés aux Gafam mais ont aussi cité Intel Lenovo Mitsubishi Qualcomm sans oublier les BATX en saisissant les enjeux géoéconomiques.

8° **Ceux qui ont su actualiser leur dissertation** par la conquête de l'espace, les cyberattaques, les mobilisations contre le corona virus : l'année 2020 est riche en exemples.

9° **Ceux qui auront bien saisi les effets des logiques de diffusion (DIPP division internationale des processus productifs) et de polarisation**, émergence de hubs technologiques

10° **Ceux qui nous auront épargné des forfeitures orthographiques** sur des entreprises ou des noms de dirigeants classiques.

Le sujet 2 : la recherche et les nouvelles technologies introduisent-elles de nouveaux rapports de force mondiaux ? Ce sujet très stimulant a été pourtant répulsif ! Il a sans doute dérouté si on en croit la moyenne inférieure et un traitement du sujet plus approximatif. Le thème de première année ...et de fin d'année de première année était peut-être moins frais chez les candidats.

- **Les devoirs ont été plus pauvres**, trop journalistiques, trop dans l'actualité immédiate, trop avalanche de faits sans hiérarchisation.
- **Là encore des concepts clé comme innovation et inventions sont mal** définies les hard software évacués le brain drain et brain gain peu mobilisés *smarcities* peu visitées l'e-Economy oubliée Les territoires sont ignorés au point que les « footloose industries » deviennent des industries hors sol (Quid alors de la Silicon Valley ? hubs technologiques des ceintures technologiques des technopôles...). Les systèmes productifs, la DIPP sont des notions oubliées.
- **Plus grave, il n'y aurait d'innovation que dans et par la guerre** dans l'équipement du soldat robotisé ou l'interception de l'information. Les nouvelles technologies sont trop des NTIC ou de l'IA mais i pas des machines-outils numériques ou des laboratoires ni des productions just in time dans des domaines multiples. L'analyse du capitalisme à l'amont des révolutions technologiques est rarement conduite et ni Schumpeter Taylor Ford, ni G Benko ou P Veltz sur les territoires gagnants ne trouve écho dans les copies. La très proche actualité a été pillée (Huawei a eu les honneurs mais des dimensions structurelles sur la DIPP et son évolution, ou, sur le capitalisme à l'amont de ces technologies (wintélisme capitalisme financier) ont été oubliés. Le sujet n'a pas été assez lu car les « nouveaux rapports de force » appelaient bien évidemment une étude des évolutions systémiques.
- Certains candidats ont avec originalité essayé de **montrer que les NTIC surtout favorisaient une « sur intégration » et une « sur exclusion »** au sein de la mondialisation à plusieurs vitesses ce qui était pour le moins commode pour déboucher sur une typologie qui éclairait bien les rapports de force.
- **Beaucoup trop de copies ne ciblent que les différends sino-américains** les meilleures copies envisagent en première partie la domination des EU et de pays développés dans les Nouvelles technologies, la recomposition de la hiérarchie mondiale grâce aux NT en deuxième partie pour en troisième partie évoquer les enjeux géopolitiques et sociaux.
- La crise sanitaire a été bien sûr interpellée mais plutôt comme une narration journalistique. Peu ont utilisé la diplomatie du masque ou la compétition dans les vaccins pour saisir les nouveaux rapports de force.

Le commentaire de carte

Il n'est toujours pas maîtrisé. Il doit être plus qu'une variable d'ajustement des notes des copies ! Les commentaires de carte sont encore décevants sans pour autant être désespérants au point de revoir l'exercice.

- **Les sources ont été rarement citées** et on comprend pourquoi quand le CNRS est devenu souvent le centre national de recherche spatiale (remarquons que certains candidats confondent CEE et CED). La paraphrase a été au rendez-vous avec pour seule originalité décompter les emplois créés par le secteur. La méthode commence à être comprise nature du document et contexte, analyse critiques/

portée mais difficile de vraiment entrer dans le document si CNRS centre national de recherche spatiale si l'inventaire des bases est la seule analyse, si prélever des informations et les énumérer tient lieu d'analyse, si la seule critique porte sur des sources anciennes 2015 ?) et si la portée n'évoque même pas les enjeux d'une nouvelle guerre des étoiles

- Encore quelques (encore trop) candidats ont traité la carte du sujet 2 avec le sujet 1 sans indulgence particulière des correcteurs pour cette perte de temps...
- Souvent avouons-le étrangement le commentaire est là pour « sécuriser » des candidats dont le devoir à l'amont est parfois médiocre... Ce n'est pas le but de cette épreuve originale et rémunératrice.

- **Faut-il rappeler une nouvelle fois le dogme ?**

- ✓ **L'importance donnée à l'orthographe** particulièrement relâchée cette année avec toute une gamme de dérapage de Thomasman, à l'éternel Mitterrand, quand ce n'est pas Merkel ou de Gaulle ou Valéry Giscard D'Estaing... (tout un programme !) La barre des 30 fautes a été hélas franchie avec une notation amputant le candidat automatiquement de points (copie notée sur 15 et non sur 20) L'orthographe serait-il un des nombreux dommages collatéraux du confinement les étudiants ayant peu écrit à la main en temps limité en ces temps difficiles ?
- ✓ **L'importance donnée à la syntaxe** ! Attention au moins 2 copies sur 10 sont d'une langue défectueuse syntaxe incorrecte dont l'usage des prépositions.
- ✓ **L'importance donnée à la définition des termes du sujet** : c'est se donner les moyens de produire une analyse à plusieurs niveaux, une réflexion originale et ne pas réciter la France dans la construction européenne ou les NTIC Gafa vs Batx ou nouvel acronyme à la mode dans les copies BATHX avec Huawei. Le terme utilisé « Europe » aurait permis d'éviter construction européenne, et de distinguer Europe continent et construction européenne. Les nouveaux rapports de force mondiaux en sauraient se limiter au match à la nouvelle guerre froide EU Chine ; Même le terme « *introduisent* » ne peut qu'arbitrairement être assimilé à instaurent ou établissent... Si on pousse les exigences aux limites du raisonnable. Introduire suppose des mutations à venir, des déséquilibres dont sera fait demain l'ordre mondial
- ✓ **L'importance de l'annonce du plan** préférez « cependant » « c'est ainsi » c'est ainsi c'est pourquoi, au-delà de... en lieu et place de « d'abord » « ensuite » « enfin » d'une rare platitude démonstrative.
- ✓ **L'importance accordée à l'accroche** qui doit non seulement être d'actualité, mais permettre d'appréhender sans être anecdotique une somme d'enjeux du sujet

On n'oubliera pas non plus

- ✓ **L'impérieuse nécessité d'une problématique** qui se démarque de la copie du sujet ou de sa reformulation quasi à l'identique.
- ✓ **L'importance des dates, des chiffres, des acteurs historiques** car trop de copies assurent par rapport à ces critères un service minimum même quand ils s'imposent (ex : la profondeur historique du sujet 1 était imposée par la référence aux « héritages » dans le libellé du sujet. Des chiffres permettaient de hiérarchiser les PITA et les autres pays dans le sujet 2)

- ✓ **La nécessaire compression du devoir dans un cadre de 8 pages.** Même si pour cette session, aucune indication précise n'existait 8 pages la norme souhaitée. Plusieurs candidats prolixes ont laissé aller leur plume et record absolu une copie de 20 pages sur la France ...copie par ailleurs remarquable aurait pu en 12 pages être également dans le palmarès.
- ✓ **La nécessité de bâtir un plan original ;** le plan historique pour le sujet 1 a prévalu et a débouché sur des incantations sur une France imperator en majesté capable de régler tous les problèmes du projet européen L'amphithéâtre de la Sorbonne devait être rempli des étudiants thuriféraires en 2020 du combat de la France pour sauver l'Europe et par bonheur le concours a devancé le sommet du sur la relance européenne ... Que n'aurions-nous lu ?
- ✓ **La nécessité de sélectionner dans la bibliographie des ouvrages bien ciblés** H. Védrine le ministre des affaires étrangères de F. Mitterrand de 1997 à 2002 est premier de cordée dans les copies cette année (et encore son ouvrage... *Et après ?* analyse à chaud des enseignements sur la mondialisation tirés de la crise du corona n'était pas sorti. M. Foucher le suit de près sans que son *Atlas de l'influence française* y soit vraiment pour quelque chose mais les candidats sont restés discrets sur B. Giblin et son *paradoxe français* ou le collectif de P. Martin sur *l'exception française* ou J Fourquet *l'archipel français* ou P. Veltz *la France des territoires défis et promesses* Les déclinistes sont restés dans l'ombre (N. Baverez ou J Lesourne...) L'abondance des ouvrages cités n'est pas un visa pour un succès car outre la suspicion légitime du correcteur sur la maîtrise de ces essais figure parfois leur inadaptation à ce qui est démontré. Passons sur les citations de Camus ou de Gide convoqués pour dire que « *choisir c'est oublier ce qui reste* » ...On eut préféré l'Europe des Français de G. Bossuat ; On appréciera par exemple le candidat qui a évoqué *la tentation de Venise* expression reprise par A. Juppé pour illustrer l'évolution d'une France tentée par le repli sur les loisirs et la culture comme la Venise du XVIIIe siècle qui s'effaçait de son rôle de puissance européenne, pour se replier sur sa lagune.
- ✓ **La nécessité absolue de donner des exemples précis démonstratifs, datés,** sans fuir dans le journalistique. Les deux sujets tant sur l'ogre Huawei dans la révolution des 5G ou l'Allemagne « enfin »? Soucieuse de bâtir une Europe allemande ont été souvent interpellés à tort ou dans l'excès. Certains s'approprient des bribes de citations quand ils ne les inventent pas et ce sans en débattre. On ne peut se contenter d'une sentence abrupte de H. Védrine « la France ne pèse plus rien en Europe ». La chronologie ne doit ni être pillée, ni paraphrasée sans vergogne, ni oubliée comme trop souvent.
- ✓ **La nécessité de conclure le devoir :** La conclusion est une figure imposée qui n'est plus sacrifiée par les candidats sauf à dire que la conclusion est souvent un résumé du devoir sans élargir la réflexion. Le sujet 1 pouvait s'ouvrir sur : l'influence de la France peut-elle être suffisante au regard de la dislocation programmée de l'UE et des réticences devant toute Europe à la française ou issue du couple franco-allemand ? La France aura-t-elle suffisamment de liberté de manœuvre et de capacités pour imposer un nouveau partenariat avec la Russie réponse à la dénonciation américaine du multilatéralisme et de nouvelles règles de financement pour une Europe encalminée.

PROPOSITION DE CORRIGE

- **Sujet 1 : l'influence de la France en Europe : héritages et mutations contemporaines**

Influence :

Poids... mais pas seulement quantitatif

Prérogatives ... mais pas jusqu'à un monopole de décision

Pression ...mais pas seulement pour orienter le cap de la construction européenne

Projet... mais avec une volonté de partager de convaincre par rapport à une finalité espérée NB le sujet n'est pas : la place de la France en Europe. Il est plus dynamique et on fera ici référence à la définition de M. Foucher « *L'influence elle a quelque chose de plus que la présence. Être influent c'est venir avec une valise pleine d'idées et laisser la valise sur place* ».

Europe : se pose toujours le problème du cadre spatial historique et géopolitique retenu. Dans ce cas l'Europe de l'Atlantique à l'Oural le souvenir de VGE petit télégraphiste de l'ex Urss au moment des tensions entre RDA Pologne et Urss

Mais avec nul doute une priorité au cadre de l'UE à 28 puis 27 le retrait britannique n'étant pas sans importance pour la France qui souhaitait à l'origine une adhésion de la Grande Bretagne ...nue suivant les propos de Gaulle. On n'oubliera pas l'avertissement pour ne pas dire l'aveu de J. Chirac « *l'Europe n'est plus une problématique, elle est une dimension pour la France* »

Héritages le sujet interpelle au niveau du cadre chronologique. Laissons-nous porter par la chronologie proposée qui débute à la Conférence de la paix en 1919 pour préparer les traités de paix. Le terme de contemporain et le programme incitent à débiter au sortir de la Première Guerre mondiale fossoyeur de l'Europe (le suicide européen) pour le pape, mais aussi la matrice d'un pan européenisme porteur de C. Coudenhove Kalergi par ex ou de Romain Rolland.

Problématique :

La France n'a-t-elle pas troqué sa puissance contre une influence en Europe ? A-t-elle encore les moyens et une légitimité pour fixer un cap pour une Europe en voie de dislocation ou a minima en panne de projet ? Peut-elle dépasser l'incantation au regard de ses handicaps et passer à l'action dans la nouvelle conjoncture ouverte par les agressions contre le multilatéralisme, la crise sanitaire, et le remodelage des hiérarchies et des priorités et redéfinir les contours une Europe souveraine et qui protège ?

1° l'Europe : une initiative stratégique et un défi : bâtir une « Europe à la Française »

« La seule solution d'une certaine grandeur de la France est de faire l'Europe » F. Braudel

- **La France sur les fonds baptismaux de l'Europe :**

L'Union européenne est de toute évidence une initiative stratégique française ; Il suffit de prendre en compte

- des pères fondateurs issus d'un pan européenisme précoce et militant (R. Schuman dans le prolongement de A. Briand et de L. Loucheur)

- le discours du 9 mai 1950 à Strasbourg programmatique d'une fédération européenne indispensable à la promotion de la paix et de la prospérité. Pour la France il s'agit d'une résurrection, (retour de la puissance) pour l'Allemagne d'une rédemption (réparation des erreurs) selon la formule de Zbigniew Brezinski

- La géographie qui arrime la France à l'Europe comme Finistère de l'Europe, promontoire avancé vers l'Outre Atlantique. France 2^{ème} puissance européenne par sa démographie et 3^{ème} par son économie

- Un certain décalage par rapport à l'Atlantisme souhaité initialement par de Gaulle et le plan Fouchet 2 (suppression de la référence à l'alliance atlantique) crée une opportunité de trouver en Europe une compensation

- Une Europe opportunité, « un levier d'Archimède pour la France pour redevenir ce qu'elle a cessé d'être depuis Waterloo » selon de Gaulle. La France a des atouts pour peindre l'Europe à ses couleurs : la présence source de légitimité et de leadership de la France au Conseil de sécurité comme membre permanent ; la France puissance dotée d'une dissuasion nucléaire et d'une capacité militaire respectées – il n'y a pas tellement de pays dans ce cas dans le monde et, en Europe, il n'y en a que deux : la Grande-Bretagne et la France.

Pour H. Védrine. « Hérité du passé, il y a aussi le rayonnement linguistique, qui est aujourd'hui négligé à tort par les élites françaises alors que cela demeure un atout de premier plan. Et puis, il y a l'image construite au fil du temps. Par exemple, aux yeux des Japonais ou des Coréens, la France reste assimilée à qualité de vie, art de vivre, luxe... La gastronomie, les vins sont des atouts qui croissent avec l'enrichissement du monde émergent. La vitalité culturelle, elle, dépend des domaines, surtout qu'elle est confrontée au rouleau compresseur du **MAINSTREAM** culturel américano-globalisé, industrialisé, qui submerge toutes les autres cultures »

De fait on peut difficilement envisager une France sans influence, elle qui a selon H. Kissinger lui-même introduit depuis Richelieu la conception moderne des relations internationales fondée sur les Etats nations, déterminée par la recherche de l'intérêt national comme but même (Diplomacy 2016).

- **La France actrice de la construction d'une Europe à la Française ?**

On parlera volontiers d'« omphalomanie » française ,autant dire de nombrilisme français

- Globalement la France se drapait dans sa vision statophile de l'économie (E. Macron ne parle-t-il pas pour relancer récemment l'Europe « de défranciser nos discours sur l'Union, maladie *française qui est de penser que l'Europe c'est seulement nous* » (22/06/2017)

Dans l'agriculture la PAC sert dès sa création un secteur hautement symbolique et stratégique pour la France. Prix garantis élevés, aides aux revenus (garantie) et accessoirement aux structures (orientation) le Compromis du Luxembourg après la politique de la « chaise vide » définit des règles d'unanimité sur le secteur agricole (véto français possible) et préface à la création du FEOGA avantageux pour la France qui a eu une politique des revenus plus que des structures jusque-là.

(« *Une Europe, mystique de remplacement aux faiblesses nationales* » J-B Duroselle)

- Dans la Politique industrielle (PIC) l'UE sert de multiplicateur de concentrations (Vème plan) : essor des champions nationaux qui sont en réalité des groupes à taille minima européenne et dans chaque secteur 2 à 3 groupes contrôlant plus de la moitié du marché. NB Pic très réduite initialement à la lutte contre les monopoles. La France veut préserver son secteur public 2^{ème} rang européen après l'Autriche. Pour sa politique de filière elle a l'habitude d'intervenir (politique explicite et pas implicite). La France impulsera cependant des plans sectoriels (sidérurgie, automobile dès les années 80). Elle maintient souvent des monopoles contre nature en Europe comme la fourniture d'Electricité ou l'animation des réseaux ferrés au mieux de ses intérêts.

Dans la Politique d'ADT, le Feder complète la Datar et cofinance des projets européens minoritairement mais majoritairement nationaux.

Dans la Politique en direction du Tiers-monde la France n'oublie pas qu'elle a eu le 2^e empire colonial du monde colonial. Les accords de Yaoundé (1963) et de Arusha (1969) constituent les éléments d'une politique novatrice d'aide au Tiers-Monde (ACP) avec une conditionnalité de l'aide progressivement mise en place.

Pour la souveraineté monétaire on est loin de l'appel de Cochin (Déc 1978) qui voyait J. Chirac refuser un transfert de liquidités à un éventuel Fonds monétaire européen bruxellois avec l'acceptation d'une monnaie unique : la France a toujours voulu éviter la puissance du mark. NB : l'Allemagne elle aussi a toujours voulu une Europe allemande et n'évolue pour certains que très récemment vers une Allemagne européenne !

Si on dépasse les seuls enjeux de construction européenne, la France a une influence sur l'Europe par son rayonnement culturel (80 % des 91 millions de touristes en 2019 étaient des Européens). La France est nécessairement un pays de transit au regard de sa position géographique, et Paris reste la ville la plus visitée d'Europe. De Descartes installé en Hollande à Paris méridien de Greenwich de l'art littéraire Marc Fumaroli a de quoi nourrir sa réflexion sur l'Europe française. Des économistes comme T. Piketty ou E. Duflo ponctuent les débats sur les inégalités en Europe, la mode française reste un étalon de l'élégance même si diversité et concurrences intra-européennes s'affirment. Plus généralement on peut rappeler A. Siegfried : « *Quand la France est absente, une certaine façon d'aborder les problèmes manque : tout devient commercial, administratif, pratique, mais on cherche alors quelque chose d'essentiel, sans quoi l'Europe ne serait plus elle-même, ni le monde occidental le foyer de la civilisation humaine* »

Enfin si la construction européenne est une « mise en commun territoriale » (Sylvain Kahn) on peut dire que Schengen profite à la France en termes de multiplications des flux qui rendent la France aussi indispensable à l'Europe que l'Europe ne l'est pour la France.

- ***Mais la France assez tôt écartelée face à la construction européenne***

Une France schizophrène et ambiguë

- Les réticences françaises vis-à-vis d'une Europe de la défense du moins initialement expriment des réticences de la France à tout abandon de souveraineté (CED Auriol pas élu s'il avait voté)
- Des bâtisseurs de la reconstruction comme PMF novateur mais frileux vis-à-vis de l'Europe. *La France doit d'abord se reconstruire et se moderniser sur des bases internes puis s'ouvrir – (s'ouvrir ? On risque de s'enrhumer « La volonté » soulignée par L. Cohen –Tanugi dans le choix de l'Europe (1995) d'une Europe forte dotée d'institutions faibles le refus d'une Europe politique qui puisse se substituer aux initiatives du pouvoir politique français.*

Des engagements forts...

SME J. Delors au-delà du marché unique trace l'itinéraire vers une monnaie unique en acceptant la contrepartie la désinflation compétitive et la rigueur Missiles force de frappe au service de l'Europe PESD traité de saint Malo 1998.

La France a toujours porté des valeurs au nom de l'Europe comme durant l'opération Serval au Mali et Sangaris en République centrafricaine. Elle pense même avoir été un rempart des démocraties occidentales et un incubateur de démocratie et de défense des libertés pour le G5 Sahel et en rejetant la guerre en Irak en 2003 elle pense avoir donné à l'Europe divisée, un moyen de s'apposer au state building américain.

La continuité du programme Ariane et l'animation de l'ASE agence spatiale européenne qui doit beaucoup à la ténacité de la France et au pôle d'excellence de Toulouse.

Des renoncements sans concession ...

L'hostilité à l'égard de la G-B avec l'accord de Fontainebleau (1984) comme ultime concession aux exigences de reversements britanniques.

Des réticences vis-à-vis des élargissements (Espagne Portugal) et souvent une certaine arrogance vis – à- vis des pays de l'Est.

Longtemps la France met en œuvre une politique de modernisation qui ne s'appuie que sur les dévaluations peu eurocompatibles l'immigration et le protectionnisme des secteurs exposés !

Les spasmes souverainistes qui ont toujours animé la France depuis le compromis du Luxembourg.

NB Qu'on relise les chapitres de l'ouvrage de Gérard Bossuat « l'Europe des Français » (1997) et on comprendra aisément l'ADN européen de la France et sa volonté d'influence

1° L'effondrement de l'Europe à la Française (1943-1949)

2° L'unité européenne, 1949-1955, une solution élégante au conflit franco-allemand

3° L'intégration européenne des années 1955-1958, (expression de la modernité française) Madeleine Albright secrétaire d'Etat américain aux affaires étrangères ne s'y trompe pas « Pour comprendre l'Europe il faut être génial ou Français ! »

2° une ambiguïté continue : les responsabilités françaises dans un rythme minimum saccadé, un projet partiel, une solidarité intéressée

« Faire l'Europe sans défaire la France » G. Bidault 1946 Lionel Jospin 1999

« Le supranational reposera sur des assises nationales » R. Schuman

- **La France fixe le tempo de l'Europe et souvent... son faux rythme**

La France oscille toujours entre initiatives et réticences...

- Les élargissements ? 1969 Pompidou rompt avec le mot d'ordre de de Gaulle « *on ne peut en même temps achever, approfondir, et élargir l'Europe* » delà l'intronisation de la Grande Bretagne. Plus tard la France sera plus réservée à l'égard d'autres élargissements excessifs au risque d'obésité ou d'aboulie (Turquie après Bulgarie pause)

- La PAC ? la France a surtout retardé sa réforme (2013) c'est tard après quelques aménagements sur le découplage des aides et des productions. Ses lobbies agricoles pèsent lourds dans les négociations de traités de libre-échange de l'UE ou la gestion de problèmes environnementaux (glyphosate)

- La PIC ? Alors que la France tergiverse sur les industries de base historiques (« longue vie » à Longwy de F. Mitterrand plan D'Avignon) elle accélère le rythme maîtrise des industries de pointe et est dépositaire des projets Eurèka Euclide

- La politique régionale ? La France anime les régions européennes ce qui est le sens véritable de l'Union européenne Interreg PDE Région Bâle Bade Mulhouse mais lenteur des axes à vocation européenne (Beaune Mulhouse) et même absence de liens comme liaison Rhin Rhône différée pour préserver Marseille.

- La politique monétaire ? le refus de l'écu, le refus d'un alignement sur le dollar mais souvent... une nostalgie du franc comme rempart souverainiste.

- La vision souverainiste de l'Europe est le cap fixé par la France : « *j'ai déjà dit et je répète qu'à l'heure qu'il est, il ne peut y avoir d'autre Europe que celle des États en dehors naturellement des mythes des fictions et des parades* » (mai 1962). Mais la France initiera le grand marché, validera des politiques néolibérales, et acceptera dans des secteurs clés la concurrence européenne (énergie, transports).

- Il faudra attendre 2013 pour que France et Allemagne retrouvent leur rôle de force de proposition en Europe. et grâce au couple franco-allemand l'initiative de Minsk 1 en septembre 2014 et Minsk 2 en février 2015 jette les bases d'une PESC coordonnée sur le terrain ukrainien mais dès 2015 la crise des réfugiés a dissocié le couple « sur fond de désaccords profonds et d'unilatéralisme national ».

- La France a toujours été porte-parole des pays du Sud de l'Europe a même cherché des alliances au SUD (F. Hollande M. Renzi) des projets méridionaux (UPM union pour la Méditerranée regroupant 43 pays au risque de nourrir le scepticisme voire le courroux des pays affiliés eux à l'Union pour la Baltique.

- Elle a pu jouer des jeux périlleux d'après des documents publiés en 2009, François Mitterrand avait mis en garde le Premier ministre britannique Margaret Thatcher qu'une Allemagne réunifiée serait plus entreprenante que sous Adolf Hitler et que la perspective d'une réunification était déjà en train de refaire des Allemands le « mauvais » peuple qu'il était autrefois. Il avait même plaidé pour une alliance entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie pour se mettre en travers de l'histoire...

- **La France peut être la meilleure ennemie de l'Europe : L'inconstance française**

P. Seguin « *l'Europe est un bon projet mais pas suffisant pour remplir la vue d'une nation ou d'une collectivité* ».

Certes la France n'a pas vocation à se fondre en Europe mais dans son influence elle a toujours tenté de préserver ses ambitions, ses intérêts, son identité, son mode d'emploi de l'intégration.

La France pèse sur les élargissements vis-à-vis de l'Europe du Sud comme hier vis-à-vis de la GB ou ultérieurement sur la Turquie pourtant dès 1965 associée.

« *A vouloir faire l'Europe sans défaire la France* » la France bloque souvent la construction européenne PMF était clair en voulant faire du marché un levier ...de la puissance française « *Un marché vaste est un élément de large circulation des progrès techniques et des échanges, et également un élément essentiel pour l'organisation et la consolidation de la paix entre les États européens, ce qui est tout aussi important. Mais ce marché, nous devons l'aménager de telle sorte que nous puissions y obtenir les meilleurs résultats possibles* » De là un comportement un peu chaotique de refus et de relances, de crispations et d'inspirations, d'incantations et de réalisations effectives. Les termes ne manquent pas pour caractériser l'inconstance française : la « cyclothymie » dont parle l'historien Robert Frank la « schizophrénie » diagnostiquée par Samy Cohen, l'ambivalence décrite par M. Vaisse « *Le choix européen* » – revient sur l'ambivalence fondamentale des élites françaises à l'égard du projet européen, « perçu comme un vecteur de puissance et d'influence mais aussi comme une menace pour la souveraineté et l'identité de la nation ». L'ambiguïté est également révélée par Anne Dulphy dans un ouvrage au titre très évocateur « *La France au risque de l'Europe* »... La France a toujours voulu tenir un discours intermédiaire entre le projet des pères fondateurs impliquant la convergence des intérêts des Etats membres et le projet gaulliste d'une Europe multiplicateur de puissance permettant à la France de préserver ses intérêts nationaux. Grand écart périlleux !

Une telle valse-hésitation est donc logique car l'Europe est vécue comme un palliatif au déclin, une forme de réassurance plus que le résultat d'une conviction ; L'Europe reste une méthode d'apprentissage de la réalité (concentration, modernisation mondialisation). Souvent c'est le seul même intérêt national qui prime seulement pour éviter l'obscurantisme, l'isolement après des crises où la souveraineté nationale s'exprime jusqu'à être relayée par des blocages.

Les divisions politiques sur le projet européen sont les racines même de ces attermoissements : que l'on songe aux réponses en 2017 à un sondage Ipsos : interrogés pour savoir s'ils éprouveraient de grands regrets en cas de sortie de la France de l'Union Européenne : 86 % des électeurs de la République en marche, 78 % des électeurs du Parti Socialiste, 63 % de ceux des Républicains, 48 % de la France insoumise et 9 % du front national répondent OUI.

- ***Des indécidatesses deviennent souvent des ingrattitudes.***

Des comportements sont souvent identifiés à un euroscepticisme

- L'élargissement et les sorties contre les « pays mal élevés » qui perdent une bonne occasion de se taire 17/02/03

- L'Otan et le quartier général européen, brûlot contre l'alliance atlantique en vue de créer une capacité de planification et de conduite d'opérations européennes lorsque l'Alliance ne serait pas engagée -les ambiguïtés françaises : L'ambiguïté de la France dont on ne sait si elle est ouvertement pro européenne, plutôt favorable à un pilier européen au sein de l'Otan ou finalement adepte d'une coopération plus poussée avec Washington jette le trouble sur la PESD.

- Le pacte de stabilité déjà F Mer répondait que la France a « d'autres priorités » que de réduire son déficit structurel de 0,5 % du PIB. Son incivilité européenne sera entendue puisque la France différera toujours l'objectif des 3 % du PIB en déficit budgétaire et plaidera pour ne pas compter les dépenses militaires assumées au travers d'engagements français au nom de l'Europe.

- La constitution européenne que la France a toujours boudée malgré son auteur VGE et son soutien sous diverses formes à la notion de groupe pionnier qui veulent aller plus loin et plus vite dans l'intégration européenne.

- L'Union franco-allemande avant-garde... Souvent reléguée (F. Hollande) et prétexte à stigmatiser le comportement des allemands (« 4^{ème} Reich monétaire » dont parle JP Chevènement incompréhension jalouse devant les réussites allemandes jusqu'au début de la crise du corona virus)

- Le référendum de 2005 rejeté par 55 % des électeurs de la constitution européenne. Dérive populiste xénophobe et nationaliste pour N. Baverez avec la dénonciation du plombier polonais l'affaiblissement des institutions communautaires et des oppositions frontales (BCE et Bruxelles) Les Français ont tendance à faire de la bureaucratie de Bruxelles dans le meilleur des cas et de l'UE souvent le bouc émissaire de leurs faiblesses.

- La crise de l'été 2010 où les modalités de l'expulsion des Roms ont provoqué les indignations de Viviane Reding, M. Barroso a vigoureusement défendu les traités devant l'apparente violation de la charte des droits européens de l'Homme qui a pris une valeur contraignante depuis le traité de Lisbonne. Ces incidents ont réactivé les critiques d'une France pour laquelle l'Europe est une France au carré un moyen d'instrumentaliser sa puissance, die « grosse Nation » comme disent les Allemands après une crise financière où la présidence sarkozienne et son unilatéralisme n'avait pas été du goût de tous (sauf Berlusconi qui flatte l'ami français contre les eurocrates de Bruxelles) .La France semble ne plus croire en une Union économique libérale fédérale et élargie qui marginalise son influence et le quinquennat de F. Hollande a pu être qualifié de quinquennat commentateur velléitaire au sujet de

l'Europe ; un pragmatisme sans vision, une politique déclarative pour P. Ricard, une recherche de « *policies without politics* » selon la politologue américaine Vivien A Schmidt, une recherche d'alliances nouvelles (axe Hollande Renzi).

Rarement la France soumet aux Français les orientations européennes : même le Traité de Rome et par 3 fois seulement le suffrage universel est interpellé (1972, 1992, 2005) ce qui contribue à éloigner Bruxelles du citoyen et à alimenter les accusations de bureaucratie européenne, de diktat de Bruxelles (cf. les salauds de l'Europe le scepticisme désabusé de J. Quatremer (2017) « *Un triste bilan, cet astre mort qu'est devenu l'Union n'a plus de raison d'être, il n'apporte plus aucune chaleur bien au contraire .Elle est un problème en elle-même. Il est temps de redonner leur liberté aux nations européennes qui ont été la source de la grandeur du vieux continent. Il faut libérer les énergies au lieu de les entraver* »

« *Dans le contexte de la petite CEE d'origine post-seconde Guerre mondiale, la France pouvait agir plus ou moins selon son bon vouloir, ce n'est désormais plus le cas* » Laurent Chalard.

3°un « retour difficile en Europe » : la France en mal d'influence, à la peine pour relancer l'Europe, et la (se) repositionner dans le monde

Nous devons délivrer l'Europe de ce qu'elle est devenue ; l'Europe a perdu sa capacité à se penser et se projeter dans le monde. Il faut réinventer une Europe de la puissance qui se pense par rapport au reste du monde et définit ses règles de souveraineté E. Macron 19 juin 2016.

• **Les peurs hexagonales sont les freins objectifs à l'influence française :**

- **De grandes peurs françaises se sédimentent** : peur de l'Autre confirmée dans une attitude restrictive face aux migrations récentes (20000 acceptées en 2015 quand l'Allemagne en intègre près d'un million).
- Peur du progrès technique une tradition depuis le radical Edouard Herriot au slogan réducteur « Ni Ford ni Lénine » ...
- **Un modèle social colbertiste peu européen compatible** qui a du mal à se réformer et à s'adapter au rythme du libéralisme ambiant malgré la sédimentation de rapports : comité Rueff Armand nommé à l'automne 1959 pour identifier les obstacles à l'expansion économique « jusqu'à la dernière commission Attali janvier 2008 pour libérer de la croissance française.
- Une certaine arrogance décrite par P Bruckner : « *le mal français se traduit par une combinaison unique d'arrogance et de haine de soi Nous cumulons une vanité sans pareille avec un manque de confiance en nous qui est le symptôme des nations en déclin ...* » les économistes Yann Algan et Pierre Cahuc dans leur essai la société de défiance 2008 font de la méfiance le principal handicap français (34 % des Français contre 10 % des Allemands).
- La France se vit comme un pays d'exception « *parce qu'elle ne se laisse pas de se demander en quoi elle est un pays d'exception* » si on en croit l'avis autorisé de Théodore Zeldin.

À l'inverse la France n'a pas assez conscience qu'elle est un grand pays... un déclinisme lui est chevillé au corps déclin, « *cette idée congelée ressortie périodiquement* » (J-P Raffarin) *comme seule explication à nos maux* »

Pour H. Védrine la France est un grand pays qui est au niveau moyen mondial mais unique « Il faut trouver une part d'équilibre entre la grandiloquence et le dynamisme. On est trop enfermé dans une logique de rayonnement qui nous conduit à une nostalgie » derrière cette formule un peu éthérée... des réalités.

- Des pathologies multiples de la perte d'influence. Pour le rapport Caresche « les élargissements successifs à l'Est qui ont contribué à éloigner la France du cœur de l'Europe » et les difficultés du pays à « moderniser son économie » et à « respecter ses engagements budgétaires qui ont diminué sa crédibilité ». C'est aussi la « faiblesse de la France au Parlement européen », qui s'est « accentuée avec le vote en faveur d'élus FN », réduisant mécaniquement le nombre d'élus dans les deux grandes forces politiques, le Parti populaire européen (PPE) et le Parti socialiste européen (PSE), ainsi qu'une « insuffisante lisibilité de la vision que porte la France pour l'Europe de demain ».

Plus généralement le diagnostic ancien de J Pisani Ferry est d'actualité ; « *on ne peut pas miser sur l'innovation mais laisser l'université en déshérence, maintenir une fiscalité qui favorise le capital fixe, protéger les champions nationaux et privilégier la protection des emplois existants plutôt que la création d'entreprises ...* »

- ***Le retour de la France en Europe est-il l'occasion pour la France de fixer un cap pour l'Europe ?***

- **Le contexte est favorable au sursaut** : l'Europe est confrontée à des défis face au délitement de son environnement (N. Gnesotto en identifie 4 : l'autonomie de décision, l'anticipation des crises, l'influence politique et la cohérence de nos intérêts avec les principes démocratiques.) Elle va avoir une part active dans les réponses à apporter et elle réapparaît comme « un destin commun » (E. Macron)

- Le nécessaire sursaut est imposé par le Brexit : La France est plus apte à recueillir l'agence bancaire et des investisseurs plus qu'à piloter la sortie devant les rapports de force établis par B. Johnson mais c'est un Français qui a la lourde charge de préparer la sortie, Michel Barnier)

- La France bénéficie de l'effacement relatif de A. Merkel même si la crise du coronavirus a rebattu les cartes et conforté depuis quelques semaines la méthode A. Merkel.

- La crise sanitaire a même levé des verrous comme celui de la mutualisation des dettes, du déficit budgétaire de 3 % du PIB et créé de nouvelles solidarités réclamées par la France

- La France peut donc trouver une brèche dans le multilatéralisme évincé par D. Trump et feindre d'organiser le monde (Cocteau). Elle a une légitimité celle manifestée des capacités pendant la COP21 à fédérer les intérêts européens et dans la défense de l'Amazonie (feux d'Aout 2019) comme la lutte contre le réchauffement climatique ; pour peu que la France matérialise une relance verte automobile électrique)

- Certes l'attachement des Français à l'Europe reste fragile et la crise du covid19 a renforcé la méfiance 20% seulement des Français pensent que l'UE a été à la hauteur de la crise ! Pourtant E. Macron dans son discours de la Sorbonne (dès septembre 2017) et en mars 2019 a toujours proposé de bâtir la « Renaissance européenne avec le triptyque la liberté, la protection et le progrès ». La révision de la directive des travailleurs détachés trouve un épilogue dans la gestion de l'emploi pendant la crise sanitaire avec des pressions pour un emploi national.

- La crise du corona virus lui a offert une fenêtre de tir : avec A. Merkel il propose un plan de 500mds d'euros de relance (750mds d'euros au 27 mai pour secteurs et régions en difficultés). Il parle de « saut quantique » défiant les lois de la gravité européenne cad un endettement fondé sur la solidarité...

Les Allemands n'ont pas dit leur dernier mot dans un leadership éclairé mais Wolfgang Schauble affirme avoir besoin d'une France forte à l'heure où A. Merkel le 1er Juillet s'apprête à prendre la tête de l'Union. Mais la France est difficilement capable d'imposer une vision sur les migrations, les frontières, la Syrie, les Kurdes. L'accord conclu le 21 Juillet 2020 laisse cependant entrevoir l'efficacité intacte du couple franco-allemand quand les deux pays marchent main dans la main ; Malgré la pression des pays frugaux (Autriche, Suède, Danemark, Pays Bas, contributeurs nets moins de 10% de la population européenne), ils sont parvenus à faire accepter l'inacceptable : 390 milliards de subventions directes aux Etats financées par un emprunt commun le tabou de l'endettement communautaire est donc brisé.

L'Europe est un vecteur d'influence de la France, qui amplifie le pouvoir de l'Hexagone dans les négociations agricoles, les objectifs environnementaux (cop 21 par ex) paradis fiscaux c'est autant l'Europe que la France qui garantit l'efficacité des décisions

Le rapport de la France à l'Europe est une des façons claires d'appréhender l'influence globale de la France avec une question posée par M. Foucher dans son atlas de l'influence au XXème : comment un pays de 65M d'habitant peut-il rester influent ? 70 % des Français restaient néanmoins opposés à un "Frexit" en 2017, tandis que 64 % d'entre eux estimaient, à la fin de l'année 2018, que leur pays bénéficiait de l'adhésion à l'Union européenne!. Les révisions des choix du RN sur l'euro sont significatives de la difficulté de faire de l'Europe le seul bouc émissaire.

- **Une perte d'influence ?**

- La France reste influente dans le monde plus qu'en Europe pour de nombreux nostalgiques : c'est là l'effet de la culture française comme au Brésil avec sa devise « ordre et progrès » de A. Comte, comme en Chine friande de romantisme et lavande méditerranéenne, mais aussi l'expression de spécialisations comme la mode, le luxe, la gastronomie, une écriture qui tente de résister « au rouleau compresseur du mainstream culturel américano-globalisé, industrialisé, qui submerge toutes les autres cultures ».

- La Diplomatie française continue à produire des idées : la France anime 23 % des résolutions de l'ONU, elle initie avec l'Allemagne le processus de paix de Minsk dans le dossier ukrainien dès 2014, sans résultats probants. En Ghouta orientale en Syrie elle est très vite impuissante, ou plus hors-jeu !

Mais on surévalue trop l'influence de la France et on ne peut dissocier influence française en Europe et l'influence européenne dans le monde qui est en déclin.

- Depuis plusieurs années, nombre d'observateurs soulignent la perte d'influence française au sein de l'Union européenne. Paris n'exercerait plus de leadership en Europe et que son rêve d'Europe-puissance est un rêve solitaire.

La question a fait l'objet d'un rapport parlementaire en 2016, qui relève que la France a ces dernières années disparu des présidences des institutions majeures de l'Union européenne (Parlement avec 79 eurodéputés, Conseil européen, Commission) et récemment encore la candidature de Sylvie Goulard comme commissaire au marché intérieur a été refusée. Les derniers élargissements en sont l'une des raisons : ils ont mécaniquement réduit le poids de chaque pays mais également déplacé le centre de gravité de l'UE vers l'Est et réduit l'usage du Français...

Par ailleurs, dans les années 2010, la mauvaise santé économique du pays a affaibli son poids diplomatique au détriment de l'Allemagne, tandis que le succès du Rassemblement national - eurosceptique, notamment lors des élections européennes de 2014 et 2019 (23 députés) a amoindri l'influence de la France dans les sphères de décision européennes.

70 % des Français resteraient néanmoins opposés à un "Frexit" en 2017, tandis que 64 % d'entre eux estimaient, à la fin de l'année 2018, que leur pays bénéficiait de l'adhésion à l'Union européenne.

La situation géographique du Parlement européen fait aussi régulièrement l'objet de controverses. Son siège étant situé à Strasbourg mais l'essentiel du travail des députés ayant lieu dans le bâtiment bruxellois, ceux-ci doivent effectuer une navette entre les deux villes environ une fois par mois pour les sessions plénières. Ce qui amène certains d'entre eux à réclamer un déménagement de l'institution dans la capitale belge, une option à laquelle la France s'est toujours vivement opposée.

Mais surtout même si l'Europe a besoin de la France, la France n'a-t-elle pas de plus en plus besoin de l'Europe ?

Et que vaut un leadership français sans l'assentiment de l'Allemagne ; le couple franco-allemand n'est-il pas le véritable relais de l'influence française en Europe ? Depuis l'axe de Gaulle- Adenauer cette relation est la base même des avancées européennes du traité de l'Élysée en 1963 à sa réplique en janvier 2019 à Aix-la-Chapelle. Un continuum non sans tension mais pour Hélène Miard-Delacroix une relation *construite sur du "PRAGMATISME, DE LA DISCRETION, DE LA REGULARITE, ET LA RECHERCHE DU COMPROMIS"*. Soit un lien peu spectaculaire, mais néanmoins solide mais qui conduira par exemple à un traité sur la coordination et la gouvernance.

Que vaut aussi le discours incantatoire sur l'influence française quand l'Allemagne décide de façon inédite d'accepter un plan d'endettement européen qui va bénéficier à l'Italie, l'Espagne et la France (dette : 121 % du PIB). L'Allemagne ne devient-elle pas elle la bâtisseuse d'une nouvelle Europe ?

- ***La France fragilisée aux niveaux, économique, sociale voire politique s'expose à une perte d'influence ?***

La méfiance vis-à-vis de l'Europe n'est que l'ombre portée d'une perte d'influence.

- La France reste influente dans le monde plus qu'en Europe pour de nombreux nostalgiques : effet de la culture française Brésil « ordre et progrès » de A Comte Chine romantisme et lavande, mais aussi les spécialisations comme la mode, le luxe, la gastronomie, une écriture qui tente de résister « au *rouleau compresseur du MAINSTREAM culturel américano-globalisé, industrialisé, qui submerge toutes les autres cultures* ».

- La Diplomatie française continue à produire des idées : la France anime 23 % des résolutions de l'ONU, elle initie avec l'Allemagne le processus de paix de Minsk dans le dossier ukrainien dès 2014, sans résultats probants En Ghouta orientale en Syrie elle est très vite impuissante ou plus hors-jeu ! Mais on surévalue trop l'influence de la France et on ne peut dissocier influence française en Europe et l'influence européenne dans le monde qui est en déclin.

- Depuis plusieurs années, nombre d'observateurs soulignent la perte d'influence française au sein de l'Union européenne. Paris n'exercerait plus de leadership en Europe et que son rêve d'Europe-puissance est un rêve solitaire.

La question a fait l'objet d'un rapport parlementaire en 2016, qui relève que la France a ces dernières années disparu des présidences des institutions majeures de l'Union européenne (Parlement avec 79 eurodéputés Conseil européen, Commission) et récemment encore la candidature de Sylvie Goulard comme commissaire au marché intérieur a été refusée. Les derniers élargissements en sont l'une des raisons : ils ont mécaniquement réduit le poids de chaque pays mais également déplacé le centre de gravité de l'UE vers l'Est réduit l'usage du Français...

Par ailleurs, dans les années 2010, la mauvaise santé économique du pays a affaibli son poids diplomatique au détriment de l'Allemagne, tandis que le succès du Rassemblement national - eurosceptique, notamment lors des élections européennes de 2014 et 2019 (23 députés) a amoindri l'influence de la France dans les sphères de décision européennes.

70 % des Français resteraient néanmoins opposés à un "Frexit" en 2017, tandis que 64 % d'entre eux estimaient, à la fin de l'année 2018, que leur pays bénéficiait de l'adhésion à l'Union européenne.

La situation géographique du Parlement européen fait aussi régulièrement l'objet de controverses. Son siège étant situé à Strasbourg mais l'essentiel du travail des députés ayant lieu dans le bâtiment bruxellois, ceux-ci doivent effectuer une navette entre les deux villes environ une fois par mois pour les sessions plénières. Ce qui amène certains d'entre eux à réclamer un déménagement de l'institution dans la capitale belge, une option à laquelle la France s'est toujours vivement opposée.

Mais surtout même si l'Europe a besoin de la France, la France n'a-t-elle pas de plus en plus besoin de l'Europe ?

Et que vaut un leadership français sans l'assentiment de l'Allemagne ? Le couple franco-allemand n'est-il pas le véritable relais de l'influence française en Europe. Depuis l'axe de Gaulle Adenauer cette relation est la base même des avancées européennes du traité de l'Élysée en 1963 à sa réplique en janvier 2019 à Aix-la-Chapelle. Un continuum non sans tension mais pour Hélène Miard-Delacroix une relation *construite sur du « pragmatisme de la discrétion, de la régularité et la recherche du compromis »* soit un lien peu spectaculaire, mais néanmoins solide mais qui conduira par exemple à un traité sur la coordination et la gouvernance.

Que vaut aussi le discours incantatoire sur l'influence française quand l'Allemagne décide de façon inédite d'accepter un plan d'endettement européen qui va bénéficier à l'Italie, l'Espagne et la France (dette 121 % du PIB). L'Allemagne ne devient-elle pas elle la bâtisseuse d'une nouvelle Europe ? Que peut faire la France sans réformes ne serait-ce que pour regagner la confiance de son partenaire d'outre Rhin.

Que les pessimistes se rassurent ... ! « *La France a cela d'admirable qu'elle est destinée à mourir comme les dieux par la transfiguration. La France deviendra l'Europe !* » (V. Hugo).

- **Conclusion**

Pour éviter un déclin programmé et créer des ripostes communes (cf. dans l'industrie des batteries à l'heure du véhicule électrique par exemple) ou pour maîtriser les ambitions chinoises (l'Europe se voulant moins naïve face aux routes de la soie chinoise l'équivalent de la route des Indes britanniques puissance 15 (H. Védrine) ou pour canaliser les Gafam (combat contre leur optimisation fiscale). Le couple franco-allemand n'est pas qu'un effet de style et la crise du corona virus a montré qu'il y avait urgence à dénoncer le chacun pour soi.

À charge pour la France de montrer la voie de la souveraineté pour que l'Europe échappe au syndrome d'une « *grande suisse compassionnelle vis-à-vis du reste du monde mais inapte à se défendre* ». Vaste chantier ! « *Entre un leadership chinois impuissant car impatient et un leadership américain qui s'abolit lui-même, les Européens ont un rôle mondial à jouer d'urgence* » (Cyrille Bret 13/05/2020 L'opinion) et la France a une influence européenne à redéfinir.

T. Chopin (fondation R. Schuman question d'Europe N°473) fixe les modalités « *in fine le retour de la France en Europe ne pourra être gagnant que par un retour de l'Europe en France qui suppose une*

appropriation par l'opinion publique française de la réalité de l'Union européenne, des logiques politiques et économiques sur lesquels elle repose. C'est une condition sine qua non pour rompre avec le doute que les Français nourrissent quant à) leur avenir en Europe et dans le monde en mutation » (2018).

PROPOSITION DE CORRIGE

- **Sujet 2 : la Recherche et les Nouvelles technologies introduisent-elles de nouveaux rapports de force mondiaux ?**

Quelques définitions utiles

- **Recherche** : activité cognitive à la base du progrès technique et humain (débat) mobilisant des actifs du secteur tertiaire supérieur ou quaternaire ou décisionnel. Son poids dans le PIB doit à priori être supérieur à 2 % du PIB pour avoir des effets multiplicateurs et justifier le positionnement du pays concerné dans la hiérarchie mondiale comme PIA ou PITA. (À Lisbonne l'UE –affirme atteindre le stade de « puissance complète » si elle atteint 3 % de PIB en termes de recherche).
- **Nouvelles technologies** : filière qui utilise des chercheurs qualifiés, des laboratoires, des réseaux le plus souvent, des publications scientifiques, des brevets autant de critères qui permettent de hiérarchiser les puissances. Les nouvelles technologies sont intégrées à la 3e révolution industrielle (de l'ordinateur au GPS, des systèmes intra-extranet, aux Data). Avec les nouvelles technologies, de nouvelles industries émergent également, ce que les Américains nomment les 3CI industries de contrôle de communication et de commandement au service de la mondialisation, de la globalisation financière de la mise en réseaux des entreprises, de la compression du temps et de l'espace de la diffusion d'un capitalisme novateur à l'échelle planétaire. Elles sont les clés de « l'infosphère » de la communication, de la vitesse, des 3CI Command control communication and intelligence industries. Elles concourent ainsi à la conquête de nouveaux espaces de pouvoir de l'espace au cyberspace, de l'infiniment petit à l'infiniment grand.
- **la 3ème révolution industrielle** repose sur une convergence des technologies de la communication (informatique internet/satellites notamment) et pour J. Rifkin des énergies renouvelables, vertes propres et sûres.
 Elle repose sur trois logiques novatrices, que les NTIC étayent (informatique internet).
 - Une logique d'information : de l'informatique aux biotechniques (fondées sur l'ADN molécule qui contient l'instruction codée communiquée à l'organisme vivant. Il s'agit de stocker transmettre traiter manipuler des informations des cours boursiers aux codes génétiques.
 - Une logique de mimétisme du vivant ; de l'intelligence artificielle aux recombinaisons d'ADN il s'agit de copier ou d'améliorer artificiellement ce que l'on connaît du fonctionnement des organismes vivants.
 - Une logique de destruction recomposition des matériaux composites aux manipulations génétiques en passant par certaines innovations financières : il s'agit de prélever plusieurs

substances ou produits différents et homogènes des caractéristiques qui seront associées pour donner des substances nouvelles aux qualités multipliées et aux inconvénients réduits.

- **La 4^e révolution industrielle** pour Klaus Schwab initiateur des sommets de Davos l'identifie comme processus fondé sur la collecte des données numérique et l'impression 3D, IA.
- **Nouveaux rapports de force mondiaux** ; l'expression implique de décrire une dynamique, l'évolution des positionnements des pays, des partenariats, dans leurs capacités à mobiliser matière grise et à cumuler des inventions capables de se diffuser dans l'espace économique et d'apporter productivité, valeur ajoutée, élargissement des gammes de productions, et vitesse de l'information. Le seul fait que l'on parle dans le domaine des NTIC de souveraineté et d'autonomie stratégique... appelle des conflits géopolitiques.

Problématique :

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DE LA TROISIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE SUR LES ENJEUX DE PUISSANCE QUI FONT ET DEFONT L'ORDRE INTERNATIONAL ? Au regard des investissements mobilisés du poids des héritages éducatifs culturels, des priorités y a-t-il place pour un nouvel ordre mondial de la recherche ou celle-ci serait -elle encore un facteur discriminant confisquée unilatéralement par quelques PITA (pays industriels très avancés).

1° L'apparent monopole de créativité des pays du Nord qui dominant et sous traitent...

- La puissance du cognitif : savoir.

La Triade EU, UE et Japon s'installe très tôt au poste de commandement du secteur des Nouvelles technologies L'investissement dans la recherche est un critère déterminant. Le Japon par ex depuis les années 80 est l'un des pays qui investit le plus dans la R & D (3,42 % du PIB) est également le premier en termes de stock de brevets en vigueur, avec 27 % du total, devant les États-Unis (22 %) et la Chine (13 %) Derrière ce leadership figurent tous les relais du capital humain. Ainsi :

- **L'Enseignement** supérieur. Les effectifs de l'enseignement supérieur en France par exemple ont été multipliés par 8 en 50 ans leur nombre devrait dépasser 2 600 000 en 2020. La France figure parmi les cinq pays les plus attractifs à l'échelle mondiale en termes d'étudiants, loin derrière les États-Unis et le Royaume-Uni, mais à peine au-dessous du niveau de l'Allemagne et de l'Australie.
- **Les laboratoires** avec des liens avec l'industrie hérités de la deuxième révolution industrielle (1896-1914 aux États-Unis et en Allemagne, cf Bayer).Le classement des laboratoires d'Etat, d'Universités et privés (2124)est écrasé par la domination américaine même si en 2018 le CNRS y figure certes en tête, le classement des demandes de brevets est de loin le baromètre le plus significatif des hiérarchies et de leur évolution ; Parmi les 10 principaux déposants, on compte quatre entreprises de Chine, deux de République de Corée et respectivement une pour l'Allemagne, le Japon, la Suède et les États-Unis. Six des 10 principales entreprises ont déposé la majeure partie de leurs demandes dans le

secteur de la communication numérique, à savoir Ericsson, Oppo Mobile, Huawei, LG, Samsung et Qualcomm

- **Des Universités** mobilisées au cœur des palmarès (Harvard États-Unis) occupent la première place mondiale par le nombre de prix Nobel – dont celui d'Économie – avec 133 lauréats, devant l'université Columbia (99 lauréats), l'université de Cambridge (97 lauréats), l'université de Californie à Berkeley (93 lauréats), et l'université de Chicago (91 lauréats). En 2017 de quoi pérenniser un leadership !
- **Un environnement favorable** : Les NTIC sont certes des « footloose » industries mais elles ont besoin d'aménités (sun, sea, sex ne suffisent pas !) On y ajoutera transports, culture, logements, environnement scientifique... cadre de vie convenant aux cadres supérieurs.
- **Une Priorité à l'industrie des armements.** Dans les pays développés ce secteur est grand pourvoyeur de la R&D : le "biais technophile" du secteur lié à la nécessité d'obtenir ou de conserver une supériorité technologique donne naissance à des programmes novateurs. Surdimensionnés et naturellement appelés à s'impliquer (se déverser) dans le civil (ex Arpanet à Internet)
- **Des FMN puissantes** : Ces firmes mondes rivalisent avec les gouvernements nationaux avec des CA supérieurs aux PIB de certains États (10 entreprises sur les 30 premiers) Microsoft Google et Amazon sont souvent cités en tête des classements pour le volume de recherche dans les high tech... même si Samsung depuis peu truste la première place, avec il est vrai des secteurs comme l'électroménager impliqué. La capacité d'Apple d'éviter en juillet 2020 une sanction européenne pour optimisation fiscale est peut-être encore plus expressive qu'une valorisation en bourse dépassant les 1000mds de \$.

➤ **La puissance des marchés : avoir**

- Les pays développés sont des marchés dynamiques et captifs pour les Nouvelles Technologies. Le Pouvoir d'achat donne accès aux NTIC. Ainsi le marché intérieur américain fixe les modes avec de plus en plus de rapidité à adhérer à de nouveaux produits. L'électricité inventée en 1873 a mis 46 ans à atteindre 25 % des foyers américains, le téléphone (1875) s'est contenté de 35 ans, l'automobile de 55 ans, la radio (1906) de 22 ans avant d'arriver dans le quart des foyers, la TV (1925) de 26 ans, les ordinateurs personnels (1975) de 15 ans, les téléphones mobiles (1983) de 13 ans (étude du CEMA Consumers Electronics Manufacturers Association).
- On parlera d'un « technological assessment » pour désigner un consensus dans les nouvelles technologies au Japon, celles-ci, suscitent peu de méfiance au sein de la population. C'est notamment le cas pour l'Intelligence Artificielle, dont le développement alimente peu de

craintes sur un marché du travail en situation de quasi plein emploi (2,4 % de chômeurs en 2020).

- Le Poids du numérique est croissant dans les transactions bancaires ou financières des pays avancés comme dans le télétravail avant même le confinement, et l’enseignement est très prisé.
- Le Brain drain ou la capture des cerveaux est une garantie de « brain gain » Israël membre de l’OCDE depuis 2010 a beaucoup optimisé l’arrivée d’un million de migrants venus d’ex URSS dans la décennie 1990 dont 12000 scientifiques de très haut niveau. Les EU ont été un magnet de premier plan : l’intégration de ces cadres qualifiés rend difficile pour des pays tiers leur retour (difficultés à faire revenir les tortues de mer pour la Chine) « *On compte plus de médecins ghanéens à Londres qu’au Ghana, d’infirmières philippines aux États-Unis qu’à Manille, ou encore d’informaticiens indiens dans la Silicon Valley qu’à Bangalore. Plus de 80 % des chercheurs en science et technologie nés au Vietnam, au Cambodge, au Cameroun, au Panama ou en Colombie résident aux États-Unis.* »
- De là l’importance des performances des NTIC dans certains marchés des PDEM comme
 - L’agroalimentaire où les 7 sœurs américaines étaient très liées aux land Grant collège et aux universités (Perdue) aux biotechnologies avec dans le top 5 en 2020, Gilead Science, Amgel, Celgene, Biogen., Regeneron Pharmaceuticals.
 - Le secteur Pétrolier depuis Schlumberger et les techniques de forage... Si les EU ont été capables d’exporter du pétrole, en décembre 2018 pour la première fois depuis 75 ans c’est bien à cause des nouvelles technologies : détection, recherches sismiques en 3 D, fracturation, capteurs... autant de technologies dopant productions et découvertes
 - Le Nucléaire avec les technologies de 4ème génération a été et est un secteur très innovant et développant des options technologiques de rupture (Iter à fusion nucléaire).
 - L’Espace devient un combat de superpuissances depuis le « bip bip » du spoutnik russe (4/10/1957) qui a stimulé la Nasa et aujourd’hui le privé high tech qui accompagne des programmes d’Etat (cf. SpaceX de Elon Musk et la création parallèle par D. Trump en 2018 d’une US Space force)
- **La puissance des effets de structures... Pouvoir et triadisation**

Le Sud-est il condamné à l’imitation ou à la copie et la contrefaçon ? La question se pose au regard de l’état des lieux.

 - La recherche est déterminante dans la croissance de la production, et est une des clés du système capitaliste. Schumpeter (destruction créatrice) en fait un des moteurs des cycles économiques. C’est le toyotisme qui en innovant dans l’organisation du travail, et le lien ente

machine et salarié a expliqué l'efficacité conquérante du Japon des années 1970. Un type de capitalisme performant a accompagné la révolution numérique : le nouveau wintelisme, nouveau paradigme pour R. Boyer de la révolution des NTIC dans les PDEM résultat de la synergie entre le hardware (Intel) et le software (Windows). C'est une rupture radicale avec le modèle fordiste précédent le Nasdaq aux Etats-Unis supplante un temps Wall Street, et Microsoft qui remplace Dunlop. Ce modèle requiert la flexibilisation maximale du marché du travail pour s'adapter à la rapidité des changements technologiques ; et la mise en place de nouveaux instruments financiers souples au cœur d'un capitalisme patrimonial, un finance les régimes pour M. Aglietta. On reprendra volontiers le tableau récapitulatif des avantages des Pays industrialisés avancé par Olivier Bouba-Olga¹

- ils sont le siège de grandes entreprises qui disposent de la taille, de la capacité financière, des titres de propriété, de l'expérience nécessaires à la réussite dans cette activité.
- ils disposent de centres de recherche performants et d'une main-d'œuvre des plus qualifiées autrement dit des deux ressources essentielles à mobiliser.
- ils ont développé les outils adaptés au financement de l'innovation (capital risque) marchés spécialisés et à sa production ;
- les Etats ont les moyens de financer et /ou d'exécuter une partie de l'activité d'innovation

Les PDEM sont très préparés à un passage rapide du territoire au cyberspace, des marchés aux réseaux de la propriété à l'accès à la vente de biens.

- Ainsi, des filières sont mises en tutelle par les PD : ainsi c'est le cas des laboratoires de recherche pharmaceutiques où le coût de la recherche de nouvelles molécules rend difficile l'émergence d'industries concurrentes sauf dans les génériques (cf. Inde)
- Les flux tendus, le « just in time » (des firmes comme Dell ont des cahiers de charge précis et inventent la fabrication sur commande dans les 48 heures) l'outsourcing, externalisation de certaines tâches, le turnover autant intra qu'interentreprises. Le team working, le travail en réseau, le home business, les bureaux virtuels (Wifi) révolutionnent les modalités d'organisation de la production et de la conception des produits et souvent au seul profit des Pays industriels très avancés (PITA).
- Les Gazelles PME innovantes et éléphants (grands groupes) convergent bordés par la Sequoia valley, les venture capital (capitaux risques) les joint-ventures (participations croisées sont les leviers au départ de la puissance des pays de la Triade), alors que le NASDAQ balise les mutations des monopoles temporaires deviennent aisément durables Google et Microsoft ont acquis des monopoles temporaires qui semblent se perpétuer et se diversifier (Alphabet) maison mère de Google qui intervient ainsi dans la robotique (Replicant) ou les moonshots (Google X). Des chaînes de production se créent (ex d'Apple) où l'innovation en fait, vient des pays développés, l'exécution est sous traitée avant que des marchés ne se dessinent

¹ Les nouvelles géographie du capitalisme Seuil 2006

En 1980, dans « Le défi mondial » Jean-Jacques Servan Schreiber avait osé le scénario optimiste de l'« ordinateur aux pieds nus » qui, symbolisait l'alliance entre le paysan pauvre du Sud et les nouvelles technologies du Nord, et devait offrir au Tiers-Monde un raccourci vers le développement. L'histoire des vingt dernières années nous a démontré qu'il n'en a rien été même si les PED n'ont pas été ignorés par les NTIC grâce à la sous-traitance qualifiées et la division internationale des processus productifs (DIPP) à la remontée des filières dans certains pays comme les NPIA.

- **Une triadisation pour longtemps installée ? L'Amérique des superlatifs** avec 476 mds de \$ investi en **R&Den 2020**. Les EU avec 2, 8% du Pib, la moitié des dépenses militaires mondiales très consommatrices en NTIC, le tiers des chercheurs mondiaux, le premier marché financier mondial surtout avec le Nasdaq réservé à ces high tech consolident leur hyperpuissance indissociable d'un marché intérieur très consommateur capable de plus en plus rapidement d'intégrer des produits nouveaux. Les Etats Unis sont le lieu où la demande pour ces produits innovants est la plus forte, la plus précoce et la plus exigeante : l'UE aurait 8 ans de retard dans les NTIC avec 4 fois moins d'investissements dans le capital risque que les EU. Il n'est qu'à lire le tableau de la recherche informatique dans le monde (Thomson scientifique) pour se persuader de la puissance américaine : sur les 20 meilleurs centres en informatique 15 sont américains et 9 dans les 10 premiers.
- **Le Japon reste aussi l'une des plus grandes puissances technologiques du monde !** Le Japon ne peut être résumé à sa crise larvée depuis la fin des années 80. Dans les années 1980/1990, ce pays était en pointe dans le domaine des nouvelles technologies et peut, aujourd'hui encore, se prévaloir d'une expertise reconnue dans plusieurs secteurs comme la robotique. Il dispose également d'une avance technologique sur les composants « hardware » de l'IoT (internet des objets) et plus particulièrement sur les capteurs. De plus, l'infrastructure Internet très haut débit du pays est l'une des plus développée : leader historique sur la 3G et désormais sur la 4G (couverture de près de 97%), le Japon prévoit d'ores et déjà de lancer son offre 5G d'ici 2020, à l'occasion des Jeux Olympiques reportés à 2021...
- En prenant en compte les Nouvelles technologies, on a coutume de distinguer des PITA (acronymes réservés aux EU au Japon et à l'Allemagne et des PIA France Royaume Uni)...mais de plus en plus **une hiérarchie existe et se renforce au sein des pays développés ;** Quand Olivier de France peut déclarer : ***Aujourd'hui, l'enjeu pour l'Europe est de savoir si elle souhaite être actrice de notre futur ou est-ce qu'elle souhaite ne réagir qu'au fil twitter de Donald Trump et aux innovations de la Silicon Valley ?*** C'est un appel à une remobilisation.
- **L'UE** n'est pourtant pas déclassée même si des domaines lui échappent : ordinateurs (excepté Siemens) mémoires rapides. Elle a su se tailler par ailleurs une place de référence dans l'industrie satellitaires (gamme des lanceurs Ariane) dans les industries pharmaceutiques. Jusqu'à l'affaire Kuka en 2016 firme spécialisée dans les robots industriels et les prestations de

production automatisées destinées aux industries, basée à Augsburg en Allemagne et acquise par le Chinois Mideal, l'Europe était peu mobilisée l'UE se contentant alors de 2,07 % du PIB en recherche loin des 3 % fixé à Lisbonne en 2000 (Royaume Uni ne mobilise que 1,8 % de son PIB pour la R&D). Depuis 2014, Bruxelles s'est doté d'un nouvel outil – les projets importants d'intérêt commun (PIIEC) – autorisant des aides d'État massives pour des projets d'industrialisation... Aujourd'hui, l'Europe ne peut se contenter de sanctionner Google et Apple sous la férule de Margrethe Vestager, la commissaire à la Concurrence. Une défense militaire européenne serait un bon stimulant. Rien n'est donc figé...

2° une hiérarchie de plus en plus bousculée et réévaluée avec la montée en puissance de l'Asie et les remontées de filières des pays émergents.**➤ L'effet rattrapage ?**

Jusqu'à la fin des années 90, on a sous-évalué les capacités de réaction du Sud ; depuis 2000 la revanche est patente.

- Dans la première décennie du XXI^e siècle, la Chine semblait peiner à rejoindre les leaders des NTIC malgré ses publications scientifiques, sa production d'ingénieurs supérieure à celle des Etats-Unis, son secteur militaire aux retombées multiples et des performances symboliques cf. Lenovo qui a acquis la branche PC de IBM (2005). Elle ne se situe encore dans le *global competitiveness* que 29^eme en 2009-2010.

Mais pourtant dès 2004, **la Chine** a ravi aux EU le premier rang d'exportations de biens à haute technologie. En 2019, la Chine a ravi aux EU la première place dans le dépôt de brevet indicateur majeur de puissance. La remontée des filières de **la Corée du Sud** permet aussi à ce NPIA de contrôler le développement des secteurs porteurs comme les écrans plats. **Israël** est aussi un acteur de premier plan avec 4,3 % de son PIB consacré à la R&D soit la part la plus importante du monde après la Corée du Sud capable de transférer des technologies dans l'armement même en Chine jusqu'à ce que les américains y mettent de l'ordre. L'Etat hébreu en 2018 concentre ainsi 20 % des investissements de cybersécurité du monde. Fort de l'expertise d'anciens militaires de l'unité 8200. **Singapour** depuis 2000 veut aussi se positionner dans « l'économie de la connaissance » comme « cité intelligente » et son rang de 2^eme pays du monde par sa globalisation selon l'étude de A T Kearney en 2004 éclaire très tôt la vitalité de ses connexions technologiques et des réseaux de ses firmes. **Taïwan** n'usurpe pas son statut d'« île intelligente » et se mobilise autour du plan Challenge lancé par le gouvernement en 2002. Ce dernier se propose d'atteindre le plein-emploi en relançant l'industrie des semi-conducteurs, le secteur des nano et biotechnologies et les services à haute valeur ajoutée, une base mondiale de la recherche et développement (Taipei) et l'ouverture de zones franches dont une à Keelung ;

- **La DIPP** a permis une émergence de **transferts de technologie** partiels mais qui font émerger quelques secteurs concurrents parce que concurrentiels Elle a favorisé la remontée progressive des filières hors triade qui conduit des pays comme les NPIA à créer des conditions de développement des technologies (routes technologiques corridors, et même des PED comme le **Kenya** (la « Silicon Savannah») compte parmi les start-ups les plus avant-gardistes du continent).
- **La création de zones franches** à fiscalité attractive (Kaohsiung ou Keelung à Taïwan) ont accéléré le passage à des filières performantes axées sur les Tic. Des Infrastructures ont porté

ses changements : les routes de la soie sont un moyen d'exporter du savoir-faire technologique chinois et de conquérir des marchés.

Des marchés intérieurs nouveaux se développent grâce à la moyennisation des classes sociales ce qui permet même l'émergence de débouchés pour les NTIC (Asie). La volonté de s'affirmer contre le monopole occidental est également un accélérateur C'est le sens du look Far East de Lee Kwan Yew et de la lutte contre l'impérialisme occidental de la Chine (contre Google par ex) ou encore de la recherche de bas coûts dans des secteurs de haute technicité La Recherche de bas coûts permet des marchés pour des secteurs de haute technicité dans les pays émergents (cf. le tourisme médical en Inde, implants Hongrie industrie capillaire).

➤ **L'avenir des pays émergents balisé par les Nouvelles technologies ?**

- L'avenir de l'Intelligence artificielle, « la plus grande révolution scientifique du XXIe siècle » s'écrit en Chine pour Kai Fu Lee (*la plus grande mutation de l'Histoire* 2019). Le retard chinois est de plus en plus réduit 16 heures répondent les Chinois eux-mêmes, cad le nombre de fuseaux horaires qui séparent Shanghai et San Francisco ! Kai fu Lee parle même d'avantages comparatifs pour l'Empire du milieu. En effet toujours selon Kai Fu Lee face à « *l'apathique silicon valley* » ils peuvent mobiliser une ambition constante d'améliorer plus que de découvrir, des publications nombreuses pour échanger, bonifier, un soutien gouvernemental sans faille et peu de censure (qui est un avantage des États dits illibéraux pour Graham Allison dans *Vers la guerre*). Les laboratoires et centres bénéficient de commandes d'état. Le géant de la téléphonie : Huawei est une émanation de l'armée populaire de libération d'où les réticences des Occidentaux à le laisser disposer des réseaux 5G en Occident en instruisant des procès en sorcellerie à la firme. Les Américains ne s'y trompent pas : 28 sociétés chinoises de reconnaissance faciale viennent d'être en novembre 2019 blacks listées par les Américains, inquiets du savoir-faire de la Chine en la matière, et la Chine participe à toutes les grandes conférences internationales dans ce domaine d'excellence qui ne se déroulent jamais dans le monde pendant le nouvel an chinois !
- Les PDEM perdent des monopoles et parfois deviennent dépendants cf. effets du corona virus qui plombe l'industrie automobile (circuits électroniques en rupture) ou l'industrie pharmaceutique (pénuries de réactifs au-delà des masques). Des pays émergents proposent parfois des solutions efficaces mais plus respectueuses du développement durable, mais surtout plus adaptées : innovations frugales originaires d'Inde citées par Jean-Joseph Boillot (ex de l'électrocardiogramme à bas coût développé par le laboratoire indien de GE),
- Des performances de certains pays émergents sont exemplaires. Au **Brésil** Embraer même fragilisé par la rupture des tentatives de rachat par Boeing s'est taillée une réputation au niveau des courts et moyens courriers. En **Inde** Ranbaxy créé en 1961 et présent dans 25 pays mobilise 900 chercheurs dans l'industrie des médicaments génériques dont il est un des leaders jusqu'à son rachat par le groupe japonais Daiichi Sankyo en 2008, lequel a dû céder sa

place à Sun pharma son concurrent indien cette fois. La **Chine** bien sûr s'implique. Dans la course au palmarès des universités de Shanghai a créé la **ligue "C9" a été en 2009 qui représente les 9 plus grandes universités chinoises**, l'équivalent du "Group of Eight" australien ou de la "Eavy Ligue" aux États-Unis. ; tremplins vers un leadership dans les high tech. **Très précocement**, la **Corée du sud** s'est imposée dans les aciers spéciaux, les constructions navales. Grâce à l'informatisation des process et donc aux NTIC la remontée des filières de la Corée du Sud permet aussi à ce NPIA de contrôler le développement des secteurs porteurs comme les écrans plats. Israël et son pôle de croissance de high tech est aussi un acteur de premier plan, capable de transférer des technologies dans l'armement même en Chine jusqu'à ce que les Américains y mettent de l'ordre. Taïwan n'usurpe pas non plus son statut d'île intelligente dans la lutte contre la Covid 19 en mobilisant les big datas et les technologies moyennes pour tracer la pandémie et la contrôler comme aucun pays ne l'a fait...

➤ **Un basculement témoin d'une nouvelle hiérarchie ?**

La typologie des puissances prenant en compte les nouvelles technologies doit intégrer les pays émergents pays véritables **nouveaux prétendants** :

- Certes seule une quarantaine de pays participent de manière influente à la R&D. et un oligopole d'une dizaine de pays contrôlent les 3/4 de la recherche mondiale. Mais même si les pays de la Triade se sont longtemps réservés les tâches à forte valeur ajoutée, la délocalisation d'activités productives, la segmentation de la chaîne productive n'a pas empêché des phénomènes d'imitation, de consolidation de pôles innovants sur des marchés hier oubliés désormais émergents.
- Ainsi L'Inde, devient un lieu privilégié de la délocalisation de services informatiques, elle organise des pôles d'excellence (Bangalore) des formations exemplaires (partenariats avec les meilleurs pôles universitaires mondiaux). Le choix du moins théorique est clair délocaliser en Chine les industries labor intensive (déjà plus de 50000 entrepreneurs et cadres y sont établis notamment dans le Fujian) et se spécialiser dans l'optoélectronique ou les NTIC .L'Inde veut faire un grand saut technologique et devenir un géant du numérique un acteur d'une révolution digitale accélérateur de développement : c'est le sens du lancement, en 2014, du projet quinquennal appelé Digital India.dot l'ampleur permet d'apprécier les effets multiplicateurs des NTIC. D'ici à 2020, l'Inde se devait d'avoir une couverture mobile de 100 % de son territoire. C'est-à-dire raccorder au réseau la moindre localité, même la plus reculée, sans oublier les écoles, les universités et les lieux publics. Un pari lorsque l'on sait que 70 % de la population vit en zone rurale et que quatre Indiens sur cinq n'ont pas accès à l'eau potable A l'amont, l'Inde devient donc un pays de start up (pers). Le pays serait même la troisième base entrepreneuriale au monde, avec 130 incubateurs-accélérateurs et plus de 150 fonds de capital-risque et de capital-investisseurs. La Silicon Valley indienne du sud du pays, à Bangalore essaïmera, la ville devenant le premier hub pour l'innovation d'objets connectés au monde. L'Inde devient un lieu privilégié de la délocalisation de services informatiques, elle organise

des pôles d'excellence (Bangalore) des formations exemplaires (partenariats avec les meilleurs pôles universitaires mondiaux).

- La Corée du Sud et Taïwan n'ont plus rien à prouver tant par leur remontée de filières que leurs entreprises- monde (Samsung Daewoo Forbes a classé 3 sociétés taïwanaises parmi les plus prometteuses du monde dès 2017 Asustek Computer Inc, fournisseur taiwanais d'ordinateurs, (26ème) devant le fabricant de semi-conducteurs Taïwan Semiconductor Manufacturing Co (TSMC), (177^{ème}) et le fabricant de produits électroniques Hon Hai Precision Industry Company Ltd (Foxconn), (248ème place). En grande partie la prophétie autoréalisatrice du basculement du centre de gravité mondial vers l'Asie repose sur cette percée des Nouvelles technologies.
- Surtout de l'information et de la communication dans cette partie du monde et pas seulement *en Chine. L'Occident* » pour Kishore Mahbubani « s'est perdu en occultant la réalité de l'émergence asiatique ».
- Le Kenya a lancé Vision 2030 en s'inspirant de Singapour et de la Malaisie alors que l'Ethiopie comme le déclare l'ex-président Mulatu Teshome connaît une renaissance nationale en suivant le modèle de développement de la Corée. De même l'agence de promotion des investissements du Costa Rica CINDE a suivi les bonnes pratiques de Singapour et convaincu Intel d'implanter une usine d'assemblage.
- Cependant, même si Dell va jusqu'à proposer de délocaliser ses productions en Pologne où une unité de 1500 salariés va être opérationnelle les pays en transition vers le marché, économies communistes d'hier sont un peu déclassés dans cette course aux NTIC.... La Russie pourtant mesure le poids de l'intelligence artificielle dans la compétition internationale et V. Poutine en fait un vecteur de domination et de conflits.

3° Désormais le rôle capital des Nouvelles Technologies et leurs enjeux sont source de rapports de force, de déséquilibres et d'interrogations.

➤ ***L'ère des confrontations de nouvelles guerres technologiques ?***

Les nouvelles technologies ouvrent des situations hautement conflictuelles dès lors qu'elles sont décisives dans les gradients de puissance. En énumérant les affrontements on est au-delà de l'anecdotique mais dans la stratégie de conquête d'un rang.

- **Des embargos technologiques** tentent de préserver des positions fortes (accord sur la non-prolifération du nucléaire), ostracisation de la Russie qui osait contester la domination de l'Occident, battue en brèche par les priorités du régime soviétique mais au détriment des industries de consommation (cf. IDS guerre des étoiles projet très porteur pour les NTIC lié à la course aux armements de Reagan ,piège dans lequel est tombé la Russie condamné à la crise et à une refondation de ses choix (*perestroïka*)).
- **Des affrontements juridiques** se multiplient Samsung /Apple la bataille de la protection des données mais après une amende de 1md de dollars la roue a tourné et Samsung fabrique les dalles Oled des smartphones d'Apple. Le dernier modèle d'iPhone, l'iPhone X fonctionne cependant moins bien que prévu, même si la firme ne divulgue plus ses ventes par familles de produits. La ligne de production mise en place par Samsung n'aurait tourné qu'à moitié de ce qui était prévu. Résultat : Apple est obligé de verser 680 millions de dollars à Samsung.
- **Des représailles interétatiques** interviennent couramment. Dans la bataille EU-Chine autour de Huawei dans l'Intelligence artificielle 4 arguments sont mis en avant par l'administration Trump Huawei pose de graves menaces de cybersécurité, elle vole la propriété intellectuelle, obtient des subventions gouvernementales, est indissociable du gouvernement sinon de l'armée chinoise et en est la cinquième colonne. De même, elles peuvent provoquer des ruptures d'approvisionnements en métaux stratégiques : embargo de la Chine vis-à-vis du Japon et menace de ripostes aux représailles américaines en coupant les approvisionnements aux firmes américaines.
- **Des menaces d'espionnage** se précisent au-delà des techniques de phishing. En 2014, les États-Unis ont accusé cinq officiers chinois d'espionnage sur des géants industriels américains y compris Alcoa, Solarworld, US Steel et Westinghouse. Les confrontations opposent des programmes d'espionnage comme Echelon élaboré par les Etats-Unis, le Royaume Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la quête par la Chine d'un internet inviolable.
- **Des bras de fer firmes contre firmes** jalonnent les parcours des BATX contre les GAFAM. Les entreprises américaines ont un chiffre d'affaires explosif (X 3,2 en 10ans) sont des Etats dans les Etats (leur CA est équivalent de celui de l'Indonésie) et leur capitalisation boursière est au

firmament comparable au PIB de l'Allemagne, leurs records se succèdent (Apple franchit la barre des 1000mds de dollars de cotation) : Loin, très loin des capitalisations boursières affichées par leurs rivaux américains, les BATX poursuivent leur ascension. Les BATX pour Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi, sont la version chinoise des GAFAM. À l'exception de Xiaomi, ils ont grandi dans un marché protégé des incursions des géants américains. Baidu a ainsi profité de l'interdiction faite à Google de déployer ses services pour devenir le moteur de recherche de tout un pays. Les technologies deviennent donc enjeux stratégiques comme l'a montré l'affaire ZTE géant chinois des télécoms de Shenzhen qui s'est vu interdire par les EU un approvisionnement auprès des firmes américaines (puces de Qualcomm Intel ou Micron technology) ou licence Android de Google au prétexte qu'elle aurait violé l'embargo des EU vis-à-vis de l'Iran et de la Corée du Nord. La pénalité lourde de 1,7mds de dollars pour sortir de l'impasse s'accompagne de rachat par Qualcomm d'une firme néerlandaise contrôlée par les Chinois (NXP).

- **Le patriotisme économique a encore de beaux jours devant lui dans les nouvelles technologies.** Il s'agit d'éviter aux Etats-Unis que les Japonais par Fujitsu ne prennent le contrôle de Fairchild ou de Cray. Le producteur de supercalculateurs. Les enchaînements sont révélateurs : le conflit sur l'IA Chine EU, impacte Huawei et les sanctions commerciales réciproques ...pour sauvegarder des intérêts nationaux. En décidant de rendre 59 applications d'origine chinoise inaccessibles pour ses concitoyens, le gouvernement indien en juillet 2020 entre dans pleinement le protectionnisme numérique. Au-delà du prétexte invoqué - le risque pour la sécurité nationale. Il s'agit surtout d'une opportunité toute trouvée pour pousser à la création d'un écosystème local alternatif aux technologies chinoises. Des solutions internes au pays connaissent déjà un succès fulgurant. Le réseau social ShareChat a compté plus de 10 millions de téléchargements en six jours pour son clone de TikTok, Moj. Dans une démarche beaucoup plus isolationniste, en 2019, la Russie de Poutine a entrepris de créer un Internet russe fonctionnant en vase clos sur des serveurs complètement déconnectés du reste du monde. Enfin pour se déconnecter totalement songeons au système d'exploitation red star Os coréen dérivé de Linux alternative à Microsoft windows et développé par le Korean Computer center depuis 2002 en langue coréenne cloisonnement oblige !
- **Des coopérations se tissent (Iter, station spatiale orbitale) mais les confrontations sont tous azimuts** Les pays se disputent des cerveaux et si la Grande Bretagne joue encore un rôle de magnet, la France est plus déclassée. Les pistes de l'immigration choisie, ou les dispositions fiscales pour attirer les travailleurs les plus qualifiés mises en place par le gouvernement Raffarin n'ont pas fondamentalement bouleversé notre brain drain. La concurrence entre universités, écoles de commerce, laboratoires devient acharnée ; la fébrilité qui entoure les classements des pays en fonction de leur compétitivité, des écoles de commerce, des MBA. des universités est à la mesure des enjeux : Ainsi les rivalités entre régions se radicalisent Les complexe militaro industriels deviennent des terres d'affrontements : entre régions ou pays comme la Californie le Texas le Massachussetts pour profiter de la manne des crédits du DOD

(département de la Défense), mais des pays comme le Japon réclament aussi leur part : leur militech society est prête à se mobiliser autour d'un nationalisme japonais, ravivé par la nomination de Shinzo Abe, ou par des coopérations militaires avec les EU (missile tomawak et électronique de Boeing). Et l'affrontement sur les lanceurs spatiaux est un nouveau bras de fer commercial entre les Russes dont les lanceurs fiables ne devraient pas que se contenter du tourisme spatial et les Européens fiers de leur avantage comparatifs avec Ariane 5 et les Américains engagés dans la course vers Mars horizon 2020 fixé par G W Bush et repris par D Trump.

NB : les rapports de force ne changent guère mais se déplacent dans de nouveaux espaces qui sont créés (le cyberspace) ou explorés (le cosmos) tout en restant présents dans les espaces traditionnels des compétitions classique (production/conquête de marché ou classement dans les différentes rubriques du soft power : les meilleures ou les plus grandes universités, unités de recherche...

➤ ***Le recours aux NT se généralise : des fractures numériques pérennes.***

L'avenir de nombreux secteurs se lit dans les Nouvelles technologies. Le ticket d'entrée est élevé mais de plus en plus indispensable. La Sphère des services péri productifs (classification de F. Damette et J. Scheibling) : services aux entreprises, banques et assurances, services de réseaux (transports, télécommunications, distribution d'eau et d'énergie) deviennent le levier de la puissance sectorielle.

- L'agriculture et la révolution génétique et le pari de nourrir sans affamer les fermes du XXIe siècle sont celles où les drones jouent de plus en plus un rôle capital, la sélection des semences et les biotechs créent un environnement porteur d'Industries.
- Les Transports sont au cœur des nouvelles technologies surtout dans l'extension des trains à grande vitesse (Corée du Sud Chine après France Allemagne) ou les transports spatiaux SpaceX pour un tourisme spatial La vitesse semble un prérequis pour l'interdépendance.
- Les Armées intègrent de plus en plus les nouvelles technologies de plus en plus le soldat de demain a recours aux nouvelles technologies et ce parallèlement à une privatisation de la guerre de demain sera technologique ou ne sera pas. IA, robotique et impression 3D. La start-up parisienne Earthcube en a présenté un cas d'usage avec son logiciel de reconnaissance d'objets sur des clichés pris par les satellites espions. « Le logiciel peut envoyer des alertes aux opérateurs en cas de détection d'activités suspectes dans des zones de crise » **Earthcube** a aussi conçu un logiciel d'analyse d'images capable d'identifier les éléments clés (aéronefs, dépôts de munitions...) à partir des clichés pris par les satellites espions.

- La Monnaie électronique et la monnaie virtuelle (Bitcoin Ethereum, Ripple, Litecoin) explosent avec des risques de spéculation et d'artificialisation excessive se développent au rythme de spéculations hasardeuses.
- La Communication 5G offre plus de débit, plus de rapidité à des valeurs inférieures à la milliseconde, et ouvre un champ large d'applications et de nouvelles applications émergentes de mondes virtuels immersifs mais aussi portables locaux. L'Afrique se demande même si elle ne sera pas sauvée par les NTIC : applications mobiles comme au Kenya dans la banque, dans la santé dans l'éducation.
- Des plans nationaux globaux comme « made in China 2025 » sont orientés pour maîtriser l'innovation, les composants stratégiques, les productions à haute valeur ajoutée. Le contenu national dans les composants fondamentaux sera de 70% en 2025 ; 11 secteurs seront prioritaires dont les robots les biotechs I, l'aéronautique l'IA. Dans tous les domaines les concepts de souveraineté et d'autonomie stratégiques créent des exigences géopolitiques .Le réalisme conduit d'ailleurs à privilégier parfois des coopérations : c'est le cas de la conquête de l'espace avec la station orbitale internationale **ISS** (*International Space Station*), station spatiale placée en orbite terrestre basse, occupée en permanence par un équipage international, programme, lancé et piloté par la NASA, et développé conjointement avec l'agence spatiale fédérale russe avec la participation des agences spatiales européenne, japonaise, et canadienne. De même le CEA et Rosatom russe convergent dans la filière énergétique et nucléaire. En lançant les routes de la soie, parallèlement à la Banque asiatique internationale des infrastructures, les Chinois ont plaidé une volonté de porter un projet commun où les NTIC tant au niveau de l'exportation de produits chinois que de l'intégration économique régionale joueront un rôle.
- Les nouvelles technologies sources d'espoir et de crainte pour le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres pourraient permettre d'atteindre des objectifs de développement durable d'ici 2030 et tisser des coopérations. Pour l'heure, les confrontations l'emportent. La fracture numérique est réelle. En effet les fractures Nord Sud demeurent et s'aggravent 5% des Burundais, 10% des Afghans ont accès à Internet, contre 90% des Canadiens et 97% des Danois. L'appel de Abdoulaye Wade président du Sénégal dès 2004. Reste d'actualité : « *La véritable démocratie, c'est l'ordinateur et l'Afrique ne demande qu'une chose, c'est d'être à la table de la société de l'information comme tout le monde. En refusant au continent africain la sous-éducation, la sous-santé et toutes ces tares qui semblent vouloir l'habiter éternellement j'exhorte les uns et les autres à combler le gap dans tous les domaines.*» Le nombre de connexions par carte Sim franchit en 2020 le cap du milliard sur le continent africain mais au Niger et en République centrafricaine, le taux de pénétration des mobiles n'atteint pas 25% et en Érythrée, il est estimé à 9%. Même si à l'île Maurice, aux Seychelles, au Botswana et en Afrique du Sud, les taux eux sont proches des 70%. Les infrastructures en Afrique restent cependant encore insuffisantes au regard des besoins et du rythme auquel croît la demande.

Sous l'effet d'importants investissements des États et des principaux opérateurs de télécommunication opérant sur le continent, tels que l'européen Orange, l'indien Airtel et les sud-africains MTN et Vodacom, les réseaux 2G et 3G couvrent dorénavant les parties les plus peuplées du continent. De nombreux espaces ruraux restent toutefois hors réseau. Quant à la 4G offrant un accès à Internet à haut débit, elle ne progresse que dans les principales agglomérations. Pour le développement futur d'Internet, la connexion du continent au reste du monde par fibre optique est devenue un facteur crucial de développement.

➤ ***Le plus important pour les Nouvelles technologies est ce que l'on en fait : de nouvelles exigences pour une laborieuse gouvernance mondiale :***

- **La question du stockage des données** à la demande via l'Internet (le cloud computing) est devenue un enjeu stratégique majeur avec l'explosion des serveurs les data centers. C'est là une des sources de revenus essentielles pour les géants des GAFAM mais aussi IBM ou Dell.
- **Le net et son utilisation** posent des questions également face aux démocraties libérales, aux printemps démocratiques et à la manipulation par les fake news. Dès la fin décembre, la messagerie Wechat (qui compte plus d'un milliard d'utilisateurs) et la plateforme de streaming vidéo YY ont bloqué des phrases générales comme « pneumonie inconnue de Wuhan » ou encore des mots-clés comme « virus », démontre l'étude de Citizen Lab, un institut spécialisé dans le contrôle de l'information rattaché à l'Université de Toronto. Au total, plus de 500 mots-clés et phrases ont été bloqués entre fin décembre et mi-février 2020. S'il est courant pour les géants chinois de l'Internet d'expurger des contenus considérés comme sensibles politiquement, l'épidémie de coronavirus a été l'occasion d'un net resserrement de la censure. Xi Jinping a appelé début février à un contrôle encore plus strict des discussions en ligne afin de garantir une « énergie positive » tandis que Tencent (propriétaire de Wechat) collaborait avec le Parti communiste pour réprimer les « rumeurs ». C'est dans ce contexte qu'est entrée en application le 1^{er} mars 2020 une nouvelle directive durcissant encore la censure.
- **Des conflits avec cyberattaques** contre les démocraties sont exhumés (contre Hillary CLINTON via Assange). Dans la lutte contre l'espionnage la Chine a réussi la première transmission quantique mondiale de données à longue distance depuis l'espace vers 3 stations de réception situées au Tibet de façon à les rendre inviolables expérience qui devraient avoir des applications en Europe et aux EU dans le transfert sécurisé de données terrestres par fibre optique.
- **La Géopolitique des câbles devient une réalité conflictuelle.** Les interconnexions sont névralgiques : on peut craindre des attaques physiques ciblées sur des liens ou des nœuds critiques du réseau (les IXP 101) l'utilisation de virus s'intensifie (Stuxnet, Flame contre l'Iran

Duqu au Moyen Orient) démocratique vente de fichier, la suspension de tweets de Trump par Twitter au moment de l'affaire Georges Floyd.

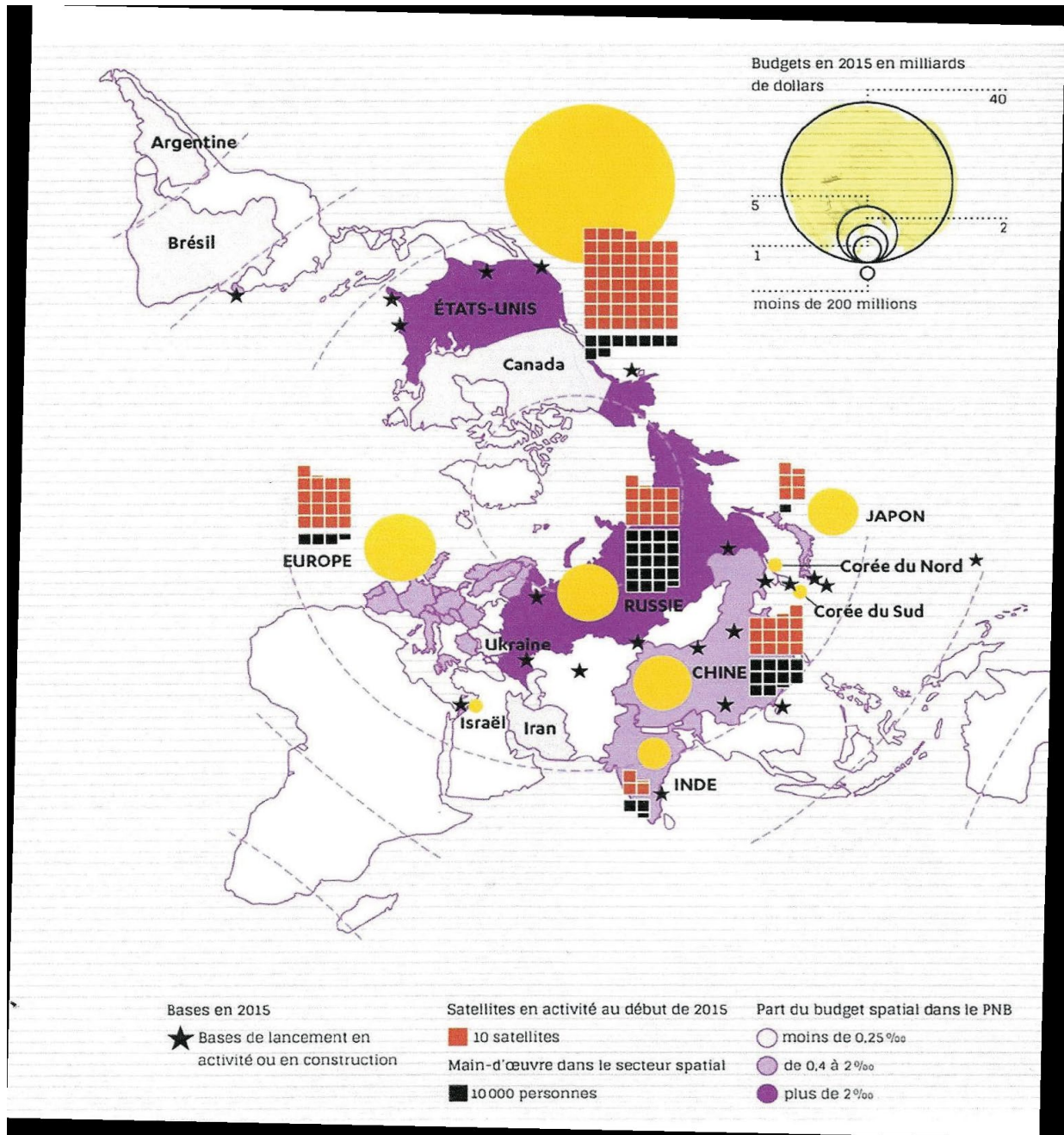
- Le Rapport de M. Rocard 2012 mettait l'accent sur des contraintes liées aux Nouvelles technologies une augmentation du rythme et de l'intensité du travail ;
 - un renforcement du contrôle de l'activité pouvant réduire l'autonomie des salariés ;
 - un affaiblissement des relations interpersonnelles et/ou des collectifs de travail ;
 - le brouillage des frontières spatiales et temporelles entre travail et hors-travail ;
 - une surcharge informationnelle...
- Le défi environnemental est aussi crucial. Ces technologies récentes qui concernent les ordinateurs, Internet, et les smartphones représentent 10% de la consommation mondiale d'électricité. L'analyse du cycle de vie du simple envoi d'un courriel avec une pièce jointe révèle des conséquences insoupçonnables. Le collaborateur d'une entreprise qui envoie en moyenne 33 courriels chaque jour, génère à lui seul **et par an 180 kg de CO2 ce qui équivaut à 1000 km parcourus en voiture**. Et plus on multiplie les destinataires d'un message et plus l'impact augmente. Avec 250 milliards de courriels envoyés chaque jour dans le monde, la courbe climatique se cabre ! Tout comme la consommation de matières premières. Le domaine des métaux rares est l'un des plus sensibles au sein des nouvelles technologies. Des matériaux comme le cuivre, le lithium, l'or ou l'argent et les terres rares sont aujourd'hui classés dans les matériaux critiques. Très utilisés et quasiment pas recyclés, les réserves s'épuisent multipliant les conflits liés à l'accès à l'eau et à la pollution.
- Des Impérialismes régionaux s'épanouissent comme au travers de la domination de la Chine sur les NTIC incluant les routes de la soie. Des fractures régionales internes aux pays ne se réduisent que peu (cf. l'archipel français décrit par J. Fourquet). L'« illectronisme » ou fracture numérique sévit encore : 23% des Français ne seraient pas à l'aise avec le numérique d'après un sondage publié par l'Institut CSA en juin 2018. Personnes âgées, précarisées ou n'ayant pas d'intérêt pour l'informatique. Les conséquences peuvent être sérieuses et causer une perte d'autonomie, un isolement ou exposer les personnes à des risques en termes de cybersécurité.
- Quelque part, nouvelles technologies et peurs fantasmagiques du progrès demeurent comme l'ont montré les débats sur l'application électronique de traçage du Covid 19 ou sur la 5G. La 3ème révolution industrielle est loin d'avoir découvert tous ses enjeux sociétaux et économiques ce qui introduit au-delà des peurs des conflits sur sa maturation et son contrôle.

Conclusion

Entre optimisme et catastrophisme, opportunités et risques les nouvelles technologies se présentent donc comme un quadruple défi pour les États modernes :

- défi à leur souveraineté car la dépendance dans ce domaine conduit inexorablement à la perte d'influence,
- défi à leurs industries car les industries de pointe doivent irriguer de plus en plus de process et loin d'être des choix sont des impératifs contraints,
- défi à leur société car les nouvelles technologies nécessitent un consensus, un cadre légal, et des choix de formation spécifiques,
- défi à leur sécurité tant les menaces et agressions se multiplient dans ce domaine.

Il ne suffit pas de dire comme V. Poutine « *qui détient l'Intelligence artificielle tiendra le monde* ». Encore faut-il s'en donner les moyens ! On comprend dès lors que la géopolitique des NTIC dessine plus d'affrontements que de solidarités. Elon Musk à la suite de nombreuses cassandres obnubilés par la confrontation EU Chine va jusqu'à prédire « *la lutte entre les nations pour la supériorité en intelligence artificielle causera probablement la troisième guerre mondiale* ». Même si un duopole sino-américain n'est peut-être pas aussi chimérique que la Chinamérique qui dessinait les contours des rapports de force géoéconomiques de demain, l'heure est en effet aux conflits de leadership.



COMMENTAIRE DE CARTE : L'ESPACE ? NOUVEAU TERRITOIRE DE LA PUISSANCE ?

- **Nature et intérêt du document**

Dans le « *déboussolement du monde* », de nouvelles conflictualités initiées par des budgets militaires revus à la hausse débouchent sur de nouveaux fronts : parmi eux, l'espace, notion apparue en 1957 en pleine guerre froide que l'on définira comme une « *nouvelle frontière où des retombées technologiques, sécuritaires et commerciales confèrent au pays qui en a la maîtrise autonome un statut privilégié dans la hiérarchie des nations* » (Pim Verschuuren). Au premier semestre 2020, 3 dates ainsi sont marquantes : D. Trump vante les performances d'un missile 5 fois plus rapide que les missiles classiques en mars 2020 et en mai il assiste aux lancements de fusées, Space X et au retour au premier plan des EU dans les vols habités. Alors que Kim Jung Un lance un énième défi régional par ses missiles. De façon plus générale, la géopolitique spatiale depuis 1960 et la « nouvelle frontière » J F Kennedy mobilise une course à l'espace multipolaire aux enjeux considérables et variés : maîtrise des télécoms, nouvelles guerres satellitaires, bataille dans la course au tourisme spatial et quête des nouvelles frontières de Mars aux exoplanètes avec pour raison officielle la connaissance de la constitution de la planète terre mais aussi la quête de nouveaux espaces de productions relais : ce n'est pas pour rien que les Chinois ont en 2018 lancé leur alunissage sur la face cachée de la lune et essayé (fake news ?) de créer les conditions de production biologique de coton.

Le document proposé, la carte tirée du journal de Guillaume Brionnet, publié par le CNRS en août 2017, et intitulé *L'espace, nouveau territoire de la puissance*, va plus loin qu'un simple état des lieux, cad le chiffrage des activités spatiales, car il décrit des rapports de force nouveaux, l'année même où D. Trump a relancé le projet d'expédition sur Mars rejoignant d'ailleurs les rêves Chinois alors qu'on reparle de « guerre des étoiles ».

- **Analyse**

A priori les budgets spatiaux sont encore marginaux du moins faibles exprimées en millième de PIB et loin des chiffres des dépenses militaires globales. Pourtant le secteur spatial est bien un bloc de croissance au regard des effectifs mobilisés (en Russie particulièrement).

- ***Des hiérarchies sont installées***

Seuls les États-Unis et la Russie, et l'Europe dans une moindre mesure, ont la gamme entière des applications : scientifiques, militaires et civiles, exploration automatique de la terre, télécommunication et navigation (mais seuls les deux premiers la maîtrisent). qui en font des puissances spatiales. Les EU avec leur projet *shuttle* de Nixon en 1972 ont à l'acmé de leur puissance su comme en 1985 réaliser 9 missions. Les échecs de *Challenger* et *Columbia* ont paru stopper net le programme *constellation* mais Obama saura trouver la voie du renouveau : transfert au privé (*SpaceX*,

Boeing Sierra Nevada Corporation) de lancements, acceptation du taxi spatial russe pour accéder à la station orbitale habitée et des coopérations élargies.

Le retour de l'Histoire en Russie passe par un retour au spatial jamais vraiment abandonné depuis Laika et Gagarine avec la base de Baïkonour opérationnelle depuis 1956 au Kazakhstan, associée à toutes les premières russes - le premier astronaute Youri Gagarine, la première station orbitale, les premières sondes lunaires : Le cosmodrome (cad le pas de lancement) est désormais internationalisé, les fusées Proton multiplient les succès et les coopérations avec l'UE pour le lancement de satellites sont fréquentes depuis l'accord de 1996.

L'Europe malgré la visibilité de ses performances (programmes Galileo opérationnel depuis 2016, Ariane 6 acceptée par les 20 membres de l'ESA, fiabilité de ses lancements) est un peu en retard ne mobilisant que 35 000 salariés dans le secteur spatial. L'UE est souvent dépendante de solidarités techniques pour d'autres missions que le lancement de satellites.

Ajoutons l'originalité du Japon qui ne peut au travers de cette carte qu'apparaître marginal alors que la « militech society » japonaise est capable d'investir à tout moment le Complexe militaro industriel créer des alliances au passé redouté Daimler Mitsubishi pendant l'axe de fer et le Japon n'a pas abandonné les projets spatiaux (lanceur H1H2 le Japon récupère des échantillons sur un astéroïde pour les analyser, crée un système de navigation original, cartographie la lune, mais n'a pas de spatial habité. Il ne vise pas la puissance militaire mais la prééminence de la haute technologie) !

- ***Des puissances émergées s'imposent et identifient l'émergence aux projets spatiaux***

La Chine ne fait pas que de la figuration avec les succès de Longue Marche 5, et une politique spatiale gérée par l'APL : si son budget est supérieur à celui de la Russie mais il ne représente que le 6^{ème} du budget américain. La progression est régulière et est calée sur les étapes de la conquête spatiale américaine premier satellite en 1970, premier Chinois dans l'espace en 2003, premier amarrage d'un vaisseau habité à un module en orbite en 2012, activation d'un concurrent chinois au GPS, le système Beidou. Résultat, désormais la Chine est le principal rival des EU, à court terme sur le plan militaire, et à long terme sur l'exploitation des ressources spatiales.

Le Brésil construit une base de lancement idéale à 2 degrés de latitude de l'équateur Alcântara dans l'Etat du Maranhão. L'Inde lance son premier satellite indien en 1975 au nom de Aryabhata (du nom d'un astronome indien du Ve siècle) mais qui décolle d'URSS à bord d'une fusée soviétique, en attendant une autonomie en 1980, et une recherche du spatial utile à moindres coûts. La Chine bien sûr rejoint les podiums avec sa famille de lanceurs longue marche mais aussi l'Iran avec l'agence spatiale iranienne créée sous autorité civile en 2004 jusqu'à la mise sur orbite du premier satellite national avec la fusée iranienne Safir-2 exploit que seul 8 pays auparavant avait atteint. La Chine qui coopère avec le Brésil, solidarité Sud - Sud oblige (CBERS *china Brazil earth resources* signé en 1988) parviendra même à gérer des taïkonauts et bâtir un programme Lunaire. On sent donc bien que la souveraineté économique passe par la maîtrise du lancement de satellites même si peu de pays peuvent se prévaloir de maîtriser l'ensemble de la filière des bases de lancement, engins porteurs et programmes de cosmonautes.

- ***L'espace devient donc un enjeu conflictuel***

« *L'espace est une zone de combat tout comme la terre le ciel et la mer* » selon D. Trump à la base de Miramar en Californie en Mars 2018, Israël peut mobiliser des armes interstitielles qu'elle est capable de livrer sur tous les fronts, la Corée du Nord et ses gesticulation hors du traité de non-prolifération devient un candidat sérieux « *Rocketman* » sait combien la maîtrise des missiles et des essais nucléaires peuvent le hisser dans le concert des nations avec l'absence de réaction de la Chine. On assiste à une « *arsenalisation* » ou une militarisation de l'espace notamment avec l'utilisation de satellites en orbite terrestre qui surveillent, gèrent des positionnements stratégiques. La France en juillet 2018 adhère au projet d'un commandement unifié, des armes en orbite, des lasers ou encore un contrôle des militaires sur les satellites une stratégie de défense spatiale quand l'Inde, en détruisant un de ses satellites frappe en mars de la même année aux portes des puissances spatiales. Événement majeur le président D. Trump officialise la création d'une *US Space force* indépendante 127 satellites militaires contre 94 pour la Russie et 72 pour la Chine en 2019. Même si le droit international interdit de mettre en orbite des armes de destruction massives, la gouvernance mondiale appréhende mal tous les casus belli.

- ***L'espace reste une zone de fractures et de discrimination***

Lorsque l'on observe le continent africain sans aucune infrastructure alors que les NTIC classiques (smartphones) peuvent « *sauver* » l'Afrique (smartphones pour opérations bancaires (Kenya) ou sanitaires (Congo). De même le continent sud-américain ne peut se prévaloir que de la base de Kourou confetti de l'empire français en Guyane et du projet brésilien.

Critiques :

- On ne peut se contenter de critiquer les sources pour leur datation 2015 car il s'agit d'un article postérieur (2017) qui fait autorité sur un sujet hypersensible, évolutif et souvent peu transparent.
- Difficile de concilier le titre l'espace nouveau territoire de la puissance. Quand la carte est une carte de la terre. Le terme de conquête de l'espace eut-il été plus judicieux ?
- Par souci d'efficacité, on ne peut se limiter à interpellé des oublis car derrière tout document un chercheur a un champ d'analyses et n'est pas censé produire des indications qui ne servent pas sa démonstration. Mais peut-être aurait-il été utile de saisir au moins l'ordre nucléaire mondial indissociable des bases de lancement ou l'ordre numérique des télécoms étroitement associé. Plus sûrement des puissances comme les EAU ou le Brésil auraient dû figurer comme porteuses d'une politique spatiale (un astronaute d'origine arabe, l'Emirati Hazza Al Mansouri, a participé en septembre 2019 à une mission à bord de la Station spatiale internationale).
- La vraie critique, s'il en fallait en garder une, serait que des noms de lieux stratégiques auraient pu figurer logiquement : de Kourou à Baikonour ou la création de la base de Vostotchny en Sibérie orientale achevée en 2015 afin de moins dépendre de la base kazakhe de Baikonour (illustration d'un souverainisme spatial agressif) ou Tayuan ou Xichang en Chine autant de lieux au cœur des complexes militaro industriels, de l'emploi (jusqu'à 200 000 personnes en Russie ; la base de Sohae en Corée du Nord était hautement symbolique certainement puisque théoriquement fermée après des accords américano coréens elle a repris du service dès 2019 !

- Accessoirement, on peut critiquer la comptabilisation des satellites, d'abord ils ne se valent pas tous (satellites d'observations militaires, de géolocalisation (GPS vs Galileo), météo ou de communication. Certains pays en possèdent mais ne figurent pas : Turquie, Brésil... Rien non plus sur la station spatiale internationale symbole de coopération quand l'espace devient un enjeu de confrontation.

Portée : On peut penser qu'au fil des ans cette carte va se complexifier au regard d'acteurs de plus en plus nombreux, s'enrichira d'épisodes de confrontations (l'Inde est ainsi devenue le quatrième pays, après les Etats-Unis, la Russie (et la Chine, à abattre un satellite dans l'espace en tirant un missile ASAT (antisatellite) depuis le sol) les guerres satellitaires ne sont déjà plus des anticipations (les Russes ont pris en chasse un satellite américain en 2019) mais un quotidien digne de Star wars) D. Trump en 2018 en créant l'US Space Force a un objectif clair « *Pour défendre l'Amérique une simple présence dans l'espace ,ne suffit pas : nous devons dominer l'espace* ». Comme la mer, l'espace est un territoire à protéger à valoriser, à maîtriser Gageons que si le commerce est pour Samuel Pisar les armes de la paix, l'espace va devenir le nouveau limes des impérialismes et des discordes.

Rendez-vous en 2021 ! ...mais. « L'avenir ne se décrète pas, il se prépare ! » Maurice Blondel